

LA DÉPÊCHE

COURRIER DU SOIR.

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

Changement de ministère. — Fuite du roi de Prusse. —
Décret du gouvernement provisoire. — Nouvelles im-
portantes de Vienne.

AVIS.

Pour éviter toute possibilité d'erreur, LE COURRIER
DU SOIR, dont le premier numéro a paru hier, change son
titre en celui-ci : LA DÉPÊCHE, COURRIER DU SOIR.
Incessamment le format du Journal sera doublé et un feuil-
leton quotidien y sera ajouté.

PARIS.

Les événements qui se succèdent en Europe depuis un
mois avec une rapidité dont aucune page de l'histoire
n'offre d'exemple, sont d'une telle gravité, si nombreux,
si imprévus, que l'esprit le plus ferme en est ébranlé, l'im-
agination la plus active confondue et dépassée, le cœur
le plus froid ému et enivré, la prévoyance la plus exercée
trahie et dérouter. D'où part le vent qui a enlevé comme
la voile d'un faible esquif les plus formidables abris de la
tyrannie? où s'arrêtera cet effroyable ouragan qui ravage
les empires et qui moissonne les trônes? questions ter-
ribles et insolubles!

Tout ce qu'il est permis d'affirmer avec certitude,
c'est qu'une ère nouvelle commence pour les peuples;
c'est que l'ordre de chose qui a régi le monde jusqu'à
ce jour est à jamais détruit, et qu'à l'avenir, quelle que
soit la forme du gouvernement qui sortira des ruines
monarchiques, elle diffèrera en tous points de celles qui
viennent d'être renversées.

Hier encore l'attitude des cabinets du Nord était pour
la France nouvelle un sujet sinon d'inquiétude et de
crainte, tout au moins de préoccupation et de souci. Au-
jourd'hui les peuples allemands ont répondu à la voix
de leurs vaillants frères; ils ont, comme nous, brisé
leurs chaînes : la liberté a tiré dans Vienne même son
épée victorieuse; le repaire le plus formidable et le plus
obstiné du despotisme est envahi, et le cri : LIBERTÉ,
ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, a retenti des rives de la Seine aux
bords de la Sprée et du Danube avec une rapidité pareille
à celle du fluide électrique.

La France ne peut donc pas s'agiter sans que l'univers
éprouve une secousse, et cette noble et belle France a
pour mission visible et providentielle de marcher en tout
temps à la tête des nations dans la voie du progrès et de
l'affranchissement humain.

Que les temps sont changés! En 89 les nations de l'Eur-
ope furent plutôt étonnées que séduites par l'exemple
des réformes qui se réalisaient en France, et le spectacle
de tant de nouveautés parut trop hardi et trop radical
pour les entraîner à notre suite.

En 1830 même l'expérience n'était pas encore assez
complète; il fallait que de nouvelles fautes, que des ini-
quités plus intolérables, qu'un redoublement de rigueurs
et d'humiliations vinssent mettre le comble à la mansue-
tude des peuples; et les dix-sept années qui viennent de
s'écouler ont été si bien mises à profit par le despotisme
aveugle et insensé des gouvernements, qu'aujourd'hui
les esprits étaient mûrs partout pour répondre au signal
que vient de leur donner Paris.

Les révolutions de Vienne et de Berlin ne seront un
sujet de surprise que pour les esprits dépourvus de pré-
voyance et de jugement; tous les peuples sont devenus
solidaires, et, bientôt, sans propagande et sans efforts,
il n'y aura plus en Europe qu'une seule et même forme
de gouvernement. La guerre devenant dès lors une
éventualité impossible, la France n'aura plus qu'à se
livrer, avec toute l'ardeur de son patriotisme émancipé,
à l'érection de son organisation intérieure. Elle le fon-

dera sur la base solide, inébranlable de la volonté
nationale librement exprimée, sur les intérêts de tous
garantis et représentés dans l'assemblée qui va bientôt
constituer le gouvernement définitif du pays.

La tâche du gouvernement provisoire devient, dès à
présent, plus simple et plus facile. Vienne et Berlin, en lui
tendant la main, l'aident puissamment à franchir les
obstacles dont sa marche a été entravée. La confiance
ne peut tarder à repaître, et le crédit, profondément
ébranlé, se relèvera forcément à son tour.

Déjà la peur reprend courage, l'émigration vers la
province diminue, les antipathies s'émoussent, et bientôt
les élections de la garde nationale et de l'assemblée
constituante, en éveillant toutes les espérances, réta-
bliront l'ordre, la sécurité et le travail. Dieu protège la
France!

L. CHAMBELLAND,

Ancien rédacteur du Journal du Peuple, du Temps,
et autres feuilles de l'Opposition.

DÉPÊCHE TELEGRAPHIQUE.

Metz, 20 mars 10 du matin.

Le commissaire du gouvernement à M. le Ministre
de l'intérieur :

Avant hier est arrivé à Mayence la nouvelle que le
peuple de Berlin, après avoir demandé vainement au
roi l'octroi d'une constitution, aurait engagé un com-
bat avec la troupe et qu'il aurait eu l'avantage. Le roi
se serait retiré d'abord dans la forteresse de Spandau
à six milles de Berlin, puis aurait fui sur Vienne.
500 hommes ont été tués et un grand nombre de blessés.

Cette nouvelle a été apportée par les conducteurs des
Messageries Bavaroises.

Le Gouvernement provisoire prévient les citoyens qu'il ne peut
recevoir les députations qu'à quatre heures.

Le Gouvernement provisoire, prenant en considéra-
tion les services rendus au pays par le général Subervie,
ministre de la guerre, vient de nommer ce digne citoyen
chancelier de la Légion-d'Honneur, en remplacement
de M. le maréchal Gérard.

Par suite de cette promotion, le citoyen Arago, minis-
tre de la marine, occupera, par intérim, le ministère de
la guerre.

Nouvelles étrangères.

VIENNE, 15 mars. — Ce qui étonnera généralement toute l'Alle-
magne, c'est que Vienne est en pleine révolte. Tous les habitants de
la capitale se sont levés en masse, tous les esprits sont en fermenta-
tion; les étudiants se sont ralliés à la garde bourgeoise. La foule
s'est portée sur la villa de M. de Metternich, située sur le Rennweg,
et l'a incendiée.

Après cela, la masse se porta devant la chancellerie d'État, les
étudiants ouvrant la marche. On fit les demandes les plus exagé-
rées. On vit paraître sur le balcon une personne (qu'on ne con-
naissait pas) qui déclara que l'empereur satisferait en peu de temps
tous les vœux; que S. M. mettait toute sa confiance dans la fidélité
de ses Viennois; que depuis longtemps le gouvernement impérial
était occupé de la confection des lois qui se rattachent au bien-être
du pays, et que le peuple serait surpris agréablement par les inten-
tions opportunes et bienveillantes de l'empereur.

Cependant les troupes s'étaient déployées, et l'on entendait des
feux de peloton bien nourris; quelques personnes assurent même
que l'on a tiré à mitraille. — Au départ du courrier la tranquillité
n'était pas encore rétablie. On parle de 19 morts et de 14 blessés.
— L'émeute a été terrible. Les cris : la Constitution! la liberté de
la presse! ont été proférés. C'est surtout dans l'après-midi que la
foule est devenue compacte.

Le conseil de guerre auquel avait pris toutes les mesures néces-
saires. Les portes avaient été fermées pour séparer la ville inté-

rieure des faubourgs; la Bourse a été fermée. On assure que ce sont
les députés de Presbourg qui ont donné l'impulsion au mouvement.
Les étudiants, après avoir prononcé des discours très énergiques,
ont entraîné les ouvriers, harangués à leur tour par un des leurs.
Des groupes se sont formés, où les étudiants et les bourgeois ha-
ranguaient le peuple.

A quatre heures et demie, la troupe a tiré sur le Indenplatz; six
hommes ont été tués. La révolte avait alors atteint son plus haut pa-
roxisme. Le capitaine commandant a été renversé de cheval. On a
placé sur son cheval un étudiant qui avait été blessé à la tête. Le
peuple, qui servait d'escorte, proférait des cris de vengeance en par-
courant la ville. Les soldats ont été sifflés et bafoués; un détache-
ment d'artillerie a été obligé de retirer ses baïonnettes sur l'ordre
qui lui en a été donné par le peuple. Tous les magasins ont été fer-
més. On craint que pendant la nuit les faubourgiens ne descendent
dans la ville. L'apparition de la milice bourgeoise, musique en tête, a
fait éclater parmi la population une joie bruyante. Le mot d'ordre est:
la Constitution et la Liberté de la presse. Des pétitions sont rédigées
en ce sens; plus de 200,000 signatures y sont déjà apposées.

7 heures du soir. — On apprend que les rails des chemins de fer
viennent d'être brisés.

14 mars. — A huit heures du soir, le peuple s'est porté contre
l'hôtel de la police. Près du Prater, la troupe a fait cinq feux de pe-
leton; à 10 heures les étudiants étaient armés. Metternich et Led-
nizki se sont enfuis. Le peuple marche sur la douane.

Une nouvelle ère s'ouvre pour l'Autriche. A l'ouverture de l'as-
semblée des États, les étudiants et les bourgeois se sont réunis. Ils
ont présenté des pétitions pour la réforme. Ces pétitions ont été re-
çues; mais la réponse à la demande y contenue a été ajournée.
Ceci n'a pas paru du goût du peuple. Des rassemblements se formè-
rent, la troupe sortit des casernes, des coups de fusil furent tirés,
l'exaspération populaire fut alors à son comble. La retraite de Met-
ternich, à dix heures du soir (il a quitté Vienne dans la matinée), et
l'armement des étudiants et des bourgeois ont contribué au réta-
blissement de l'ordre.

En ce moment, tout est calme. Les soldats ont quitté la capitale;
les places et les édifices publics sont occupés par les étudiants et les
bourgeois. Il n'est pas douteux que toutes les demandes du peuple
ne soient prises en considération et que le peuple autrichien ne
jouisse bientôt des mêmes droits que les populations allemandes.

A une heure de l'après-midi, il a été annoncé publiquement que
l'empereur décrétait l'établissement d'une garde nationale qui sera
sous les ordres du comte Hoyer. A trois heures, on commençait à
s'inscrire dans le Manège pour faire partie de la garde nationale.

Tous les princes de la famille impériale qui se sont rendus im-
populaires dans ces dernières circonstances rentrent dans la vie
privée.

La liberté de la presse est accordée. La sympathie entre les étu-
diants et les bourgeois est très vive. La joie est universelle. La ville
a été illuminée. Toutes les patrouilles de la garde bourgeoise, cir-
culant le soir dans les rues, ont été accueillies par des vivats : on
agitait les mouchoirs aux fenêtres en signe d'assentiment.

Les étoffes les plus précieuses sont offertes aux bourgeois et aux
étudiants pour en faire des écharpes. On leur jette des lauriers et
des fleurs. On n'a pas à regretter le moindre désordre. Cette révo-
lution est unique dans son genre. On comptait hier dix morts parmi
les étudiants. La bourse a été fermée.

On assure que le Gouvernement provisoire a reçu une dépêche
qui lui annonce que la République a été proclamée à Vienne.

On s'attendait à voir le peuple de Berlin suivre l'exemple de celui
de Vienne. Une fermentation extraordinaire régnait dans les masses
de peuple dont les rues étaient encombrées dans la soirée du 15.
Chacun cherchait à se procurer des armes, et la lutte paraissait
imminente.

Une députation s'est présentée chez le ministre de l'intérieur pour
le forcer à charger la garde bourgeoise du maintien de la tran-
quillité publique.

— Hier samedi, à huit heures du matin, la reine
d'Angleterre est heureusement accouchée d'une prin-
cesse.

On nous communique la note suivante :

APPEL AUX HABITANTS DE PLAINTANCE.

Le 18 mars 1848.

Le citoyen Fenou a été nommé maire provisoire de la commune
de Plaisance, les habitants de la commune sont donc prévenus
qu'une réunion aura lieu chez le citoyen Paul, place du Moulin de
Beurre, pour s'entendre ensemble, et nommer quatre délégués mu-
nicipaux provisoires, et en même temps une enquête sera faite pour
la démarcation de ladite commune. Nous comptons sur le zèle et le
patriotisme de nos concitoyens.

Cette réunion aura lieu le mardi 21 mars 1848, à 6 heures du soir.

Nous lisons dans la *Gazette de Lyon*, du 17.

« Il y a eu quelques troubles sérieux à Chambéry, dans la journée et la nuit du 14. On a craint un moment de graves désordres; on proférait des cris de *Vive la République!* et des menaces contre le roi. La troupe a, par sa fermeté et sa décision, comprimé pour le moment ces manifestations.

« Une grande agitation régnait à Turin à la même date. »

M. de la Moskowa vient d'adresser au Gouvernement provisoire la lettre suivante :

Paris, le 19 mars 1848.

Messieurs,

Honneur vous soit rendu! Vous venez, par votre décret de ce jour, par la solennelle réparation que vous accordez aux mânes de mon père de donner un nouveau gage des sentiments de justice dont vous êtes animés.

La France apprécie vos sentiments généreux et élevés, vos patriotiques efforts; elle y applaudit, elle a foi en vous. — La famille du maréchal Ney vient mêler les accents de sa profonde gratitude à l'expression de la reconnaissance publique.

J'ai l'honneur d'être, avec une très haute considération,

Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

LA MOSKOWA.

QUESTION DES FUNÉRAILLES.

Le Gouvernement provisoire, dans un but de parfaite égalité, a décrété une mesure qui n'a pas été approuvée par tout le monde. Il a aboli les titres de noblesse. Beaucoup de personnes ont pensé qu'il eût été plus digne de laisser ces hochets se briser d'eux-mêmes. Si, dans notre première révolution, la nation tout entière a applaudi à un semblable sacrifice, c'est qu'alors des privilèges étaient attachés à ce genre de distinctions sociales.

C'est en vertu du même principe d'égalité qu'a été ordonnée la suppression des compagnies d'élite de la garde nationale.

Dès lors ne trouverait-on pas juste qu'une loi donnât aux cérémonies funèbres une uniformité générale, et que le dernier hommage rendu publiquement à la dépouille des citoyens, égaux en droits durant leur vie, fut le même aussi pour tous après leur mort? L'inégalité est une injustice et un scandale pendant la vie, elle devient une absurdité après la mort qui nivelle toutes les inégalités sans exceptions.

Une loi devrait donc prescrire le cérémonial universel des pompes funèbres, et les funérailles se célébreraient dorénavant aux frais du Trésor public. Une légère augmentation dans l'impôt personnel pourvoirait à ce surcroît de dépenses dont le pauvre se trouverait exempté sans en éprouver d'humiliation.

Par la même occasion nous prendrions la liberté de demander au citoyen ministre de l'instruction publique par quelle inadvertance de sa part il arrive que le *droit universitaire* soit encore perçu et exigé, tandis qu'une loi l'avait supprimé sous le régime Salvandy.

On s'est hâté d'effacer du frontispice des lycées des noms à jamais glorieux; n'eût-il pas été plus urgent et plus patriotique d'ouvrir l'entrée des classes aux enfants de tous les citoyens?

Nouvelles diverses.

— Le maire de Paris a pris le 17 mars un arrêté portant :

Art. 1^{er}. Sous aucun prétexte les églises ne pourront être détournées de leur destination.

Cet arrêté a été motivé par les demandes de quelques individus qui voulaient qu'on leur ouvrit les temples pour y tenir des assemblées populaires.

— Le ministre provisoire de l'instruction publique invite les personnes actuellement inscrites sur la liste des pensions ou indemnités littéraires, à lui faire parvenir directement leurs titres, afin qu'ils soient examinés et qu'on puisse procéder à la révision indispensable de ces listes. Aucune réclamation ne sera admise que par écrit.

— Par décret du 18 mars, le Gouvernement provisoire de la République a arrêté :

1^o Les musées du Louvre, du Luxembourg, de Versailles, les galeries des anciennes résidences royales et palais du Gouvernement, sont distraits de l'administration de la liste civile pour rentrer dans les attributions du ministre de l'intérieur;

2^o Le ministre de l'intérieur fera rechercher les objets d'art appartenant à l'Etat qui auraient été déplacés et qui se trouveraient compris indûment dans le domaine privé, ainsi que ceux qui se trouveraient dans les établissements publics quels qu'ils soient;

3^o Les trois manufactures de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais rentrent dans le département de l'agriculture et du commerce.

— La cinquième séance du *Club républicain pour la liberté des élections*, qui devait avoir lieu aujourd'hui 20 mars, est remise à demain mardi, sept heures et demie du soir, salle de M. Sax, rue Neuve-Saint-Georges, 10.

— M. Contesse, propriétaire d'une maison, rue Saint-Maur, 78, vient de prévenir ses locataires qu'il fait l'abandon de la moitié du terme échéant au 1^{er} avril, et qu'il n'entend recevoir l'autre moitié qu'en deux parties, qui seront ajoutées aux termes de juillet et d'octobre, sauf le cas de déménagement, voulant par là venir en aide, autant qu'il le peut, aux ouvriers de sa maison.

— Voici un fait sur lequel nous ne saurions trop appeler la publicité : Les ouvriers cordonniers de Lyon, mus par un sentiment bien honorable d'ordre et de patriotisme, ont, dans une réunion générale décidée à l'unanimité que, ne voulant pas augmenter les

embarras du moment, ils remettaient toute discussion de la question de temps et de salaire jusqu'après la convocation de l'Assemblée Nationale.

— Les ouvriers imprimeurs-lithographes de M. Goyer, passage Dauphine, offriront à l'Etat le prix de leur journée de travail d'aujourd'hui lundi.

— Les ouvriers du chantier du quai de Billy, maçons, tailleurs de pierre, charpentiers, poseurs, etc., ont apporté au gouvernement provisoire la somme de 154 fr. 50 c. en faveur des blessés des journées de février.

— Les notaires du département de la Seine ont souscrit au comptoir national d'escompte de Paris pour une somme de 50,000 fr., qui a été versée immédiatement.

— Le *Moniteur* publie aujourd'hui un rapport de M. Boucly, procureur du roi près le tribunal de première instance de la Seine, à M. le ministre de la justice Hébert, en date du 4 février; ce document, trouvé au ministère des affaires étrangères, est tout entier relatif à des investigations faites sur diverses plaintes qui accusaient M. Libri, membre de l'Institut, d'avoir soustrait dans diverses bibliothèques publiques, des livres et manuscrits précieux, afin d'en opérer la vente à son profit.

Ce rapport se termine en ces termes :

« Tels ont été, Monsieur le garde des sceaux, les résultats de mes recherches : mon devoir me les commandait, et je ne puis même m'empêcher de remarquer que peut-être, si elles n'eussent pas été aussi réservées et aussi timides, ces recherches, commencées depuis deux années, auraient accru plus vite et plus sûrement la somme des présomptions qui se sont produites. Peut-être, d'un autre côté, une hésitation moindre à vérifier certains faits, et surtout des explications demandées à M. Libri lui-même (que je n'ai pas voulu interrompre), eussent-elles, au contraire, fait disparaître les soupçons dirigés contre lui. Toujours est-il certain que, depuis plusieurs années, des livres rares, des manuscrits précieux ont disparu des bibliothèques de Poitiers, de Troyes, de Carpentras surtout, là où l'ancien bibliothécaire semble avoir toléré et facilité ces détournements, soit par faiblesse, soit par une complaisance coupable, et, à moins que M. Libri, venant à savoir la vérification que j'ai récemment faite du procès-verbal de la vente de sa bibliothèque, ne veuille spontanément faire connaître l'origine des livres dont j'ai particulièrement cherché à suivre les traces, à moins que la lumière ne se fasse par ses soins, des présomptions graves signaleront désormais ces ouvrages comme ayant appartenu à la bibliothèque de Carpentras.

« Assurément, Monsieur le garde des sceaux, dans les circonstances ordinaires et vis-à-vis d'une personne qui n'occuperait ni dans l'Université, ni à l'Institut, la position de M. Libri, les indices déjà signalés pourraient suffire pour motiver dès à présent des poursuites criminelles. En effet, la jurisprudence de la Cour de cassation a toujours considéré comme un crime les soustractions de livres commises dans les bibliothèques publiques. Ce crime s'aggraverait ici, en raison du caractère dont était revêtu M. Libri, par suite d'une mission spéciale du gouvernement.

« J'attendrai maintenant les instructions de Votre Excellence. Je suis, etc., etc.

Le procureur du roi, BOUCLY.

— La fête de saint Joseph a été aujourd'hui, pour les ouvriers charpentiers, l'occasion d'une manifestation toute pacifique auprès du Gouvernement provisoire. Nous avons vu défiler sur le quai, et se rendant à l'Hôtel-de-Ville, un long cortège de ces ouvriers, précédé d'une musique guerrière choisie dans la garde nationale. Un drapeau aux couleurs nationales laissait voir, sur ses plis flottants, ces mots : *Société des ouvriers charpentiers passants*. Au centre de la colonne s'élevait, sur les épaules de six des plus jeunes et des plus vigoureux ouvriers, le *chef-d'œuvre* : c'est un ouvrage d'architecture exécuté en bois avec un grand fini de détails, et qui nous a paru représenter le temple de Salomon. La plupart des ouvriers composant le cortège portaient à leurs chapeaux des rubans de différentes couleurs, sur lesquels étaient brodés l'équerre et le triangle, attributs distinctifs de la profession.

— Les statuts du comptoir national d'escompte ont été dressés par M^e Esnée, notaire à Paris, le 10 du courant.

M. Pagnerre, éditeur, en est directeur.

M. Pinard, banquier, en est sous-directeur.

MM. André, manufacturier; Ogereaux, négociant; Avrial, négociant; Boissaye, négociant; Vincent Dubochet, négociant; Michel Gillet, banquier; Laveissière, négociant; Levillain, négociant; Niel, négociant; Outin, négociant; Sommier, raffineur; Depouilly, manufacturier; Colbin, négociant; Borniche, propriétaire; Hachette, libraire, ont été élus membres du conseil d'administration.

La durée de la société anonyme est fixée à trois ans.

Le capital est fixé à 20 millions.

— Il s'est formé à Auch un comité national d'élections qui n'est composé que d'ex-conservateurs. En face de ce comité s'est établie une société populaire, qui organise les comités cantonaux pour le combattre.

— Des lettres anonymes, pleines d'injures et de menaces, ont été adressées à plusieurs bijoutiers du quartier du Mont-de-Piété. Nous ignorons si la façon dont ces commerçants traitent leurs ouvriers méritent ou non le blâme qu'on leur inflige; mais ce que nous savons parfaitement, c'est que de pareilles questions ne peuvent être résolues par la violence; que les délégués du peuple seront toujours prêts à faire droit à toutes les réclamations justes, à celles de l'ouvrier aussi bien qu'à celles du maître, et qu'enfin la menace anonyme ne peut inspirer que du mépris. (*Courrier français*).

— Le comité électoral de Pontoise, désigné dans une assemblée générale, déclare qu'il veut la République et l'ordre dans la liberté.

— Les élections du 13^e bataillon de la garde mobile ont eu lieu hier à la caserne Popincourt. Cette solennité a eu un caractère tout particulier d'union et d'expansion fraternelles. Grand nombre de nominations ont été unanimes, toutes ont été l'objet des acclamations les plus sincères et les plus vives. L'esprit impartial qui a présidé à toutes les opérations électorales des volontaires, le sentiment à la fois d'enthousiasme et de recueillement avec lequel a été accueilli le résultat de ces opérations, offrent les garanties les plus so-

lides pour l'avenir militaire et patriotique du 13^e bataillon. M. Montariol, dont le dévouement aux hommes qui viennent de le prendre pour chef s'était déjà manifesté en maintes circonstances, a réuni la totalité des suffrages pour le grade de commandant. Les autres officiers élus sont les citoyens dont les noms suivent :

Capitaines : MM. Brunet, Delloge, Bénard, Alexandre Deligne, Sanson, Leclère, Deslayes, Baratte.

Lieutenants : MM. Montaron, Blachot, Déjardin, Camas, Sourdant, Béroutte, de Molènes.

Sous-lieutenants : MM. Bichemin, Dujar, Langlois, Capmeau, Varennes, Faverolles, Beauvils.

— Les fabricants ou artistes qui ont déposé à l'état-major général de la garde nationale des modèles de plaques pour shakos, de boutons, jugulaires, etc., etc., sont invités à les faire retirer.

— Voici la liste des nouveaux candidats qui se présentent pour les prochaines élections du département de la Seine.

Nous avons déjà nommé hier huit anciens députés de la Seine qui doivent se représenter aux élections prochaines. Les citoyens suivants se portent aussi comme candidats :

Armand Barbès, ex-détenu politique.

Auguste Blanqui, idem.

Cabet, rédacteur du *Populaire*.

Durrieu, rédacteur en chef du *Courrier français*.

Raspail, docteur-médecin, rédacteur de l'*Ami du Peuple*.

Ch. Teste, professeur.

Trélat, médecin à l'hôpital de la Salpêtrière.

Ledru-Rollin, membre du gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur.

Ferdinand Flocon, membre du gouvernement provisoire, rédacteur en chef de la *Réforme*.

Louis Blanc, membre du gouvernement provisoire, auteur de l'*Histoire de Dix ans* et d'une excellente brochure sur l'organisation du travail.

Armand Marrast, membre du gouvernement provisoire, rédacteur en chef du *National*.

Pagnerre, membre du gouvernement provisoire.

Jules Allain, négociant en vins, à Bercy.

Darblay, ancien député.

— Une mesure toute de prévoyance, et dans l'intérêt des ouvriers français, vient d'être prise par le préfet de police, pour empêcher les ouvriers étrangers de prendre part aux travaux qui se font dans les ateliers nationaux, travaux qui doivent être réservés aux seuls ouvriers français.

— L'activité qui règne en ce moment à l'hôtel des Monnaies de Paris est indicible. Les fourneaux, les laminoirs, les balanciers, les machines et tout un monde d'ouvriers y fonctionnent du matin au soir.

Tous les jours maintenant les presses jettent dans les seilles près d'un million de pièces de 5 francs, frappées au coin de la République, valant 5 millions de francs.

Ce nouveau numéraire est immédiatement envoyé sur la Banque et le Trésor public.

Bulletin de la Bourse de Paris du 20 Mars.

FONDS FRANÇAIS.	4 ^e C.	Pl. h.	Pl. b.	Dernier.
Trois 0/0 comptant.	55 50	55 50	55 50	55 50
— fin courant.	51 50	51 50	51 50	50 75
Trois 0/0 1844, comptant.	55 50	55 50	55 50	55 50
— fin courant.	55 50	55 50	55 50	55 50
Trois 0/0 (nouvel emprunt).	55 50	55 50	55 50	55 50
— fin courant.	55 50	55 50	55 50	55 50
Quatre 0/0 comptant.	55 50	55 50	55 50	55 50
Quatre 4/0 comptant.	55 50	55 50	55 50	55 50
Cinq 0/0 comptant.	55 50	55 50	55 50	72 50
— fin courant.	74 50	74 50	74 50	74 50

CHEMINS DE FER.

Saint-Germain, act. 500 f.	400 50	Orléans à Bordeaux, act. 500f.	400 50
— Oblig., 1840, j. juillet.	337 50	Nord, act. 500 f.	337 50
— — 1840, —	337 50	Montreuil à Troyes, act. 500	337 50
Versailles, rive dr., act. 500 f.	294 25	Paris à Lyon, act. 500 f.	294 25
— Oblig., 1000 f., j. juillet.	338 75	Paris à Strasbourg, act. 500 f.	338 75
— — 1050 f.	337 50	Tours à Nantes, act. 500 f.	337 50
Versailles, rive g., act. 500f.	412 50	Dieppe et Fécamp, act. 500 f.	412 50
Paris à Orléans, act. 500 f.	690 50	Bordeaux à la Teste, act.	690 50
— Oblig., 4 0/0, j. juillet.	415 50	Paris à Sceaux, act. 500 f.	415 50
Paris à Rouen, act. 500 f.	415 50	Montpellier à Cette, act. 500f.	415 50
— Oblig., 4 0/0 j. juillet.	215 50	Grand Combe	215 50
Rouen au Havre, act. 500 f.	215 50	Andrézieux à Roanne.	215 50
— Oblig., 1050 f., j. sept.	235 50	Charleroy à lafront, de France	235 50
Marseille à Avignon, act. 500	87 50	Anvers à Gand.	87 50
Strasbourg à Bâle, act. 500 f.	87 50	Mulhouse à Thann.	87 50
Orléans à Vierzon, act. 500 f.	87 50	St-Etienne à Lyon, act. 5000	87 50
Boulogne à Amiens, act. 500f.	87 50	Lyon à Avignon.	87 50

BANQUES, CAISSES, CANAUX.

Banque de France.	4675 50	Comptoir H. Ganneron.	4675 50
Bons du Trésor.	30 50	Caisse Baudouin.	30 50
Ville de Paris, rente 5 0/0.	1090 50	Caisse hypothécaire.	1090 50
— Obligations de 4000 f.	1090 50	— Obligat. de 500 f. à 4 0/0.	1090 50
Banque de Belgique, 1835.	900 50	Quatre Canaux.	900 50
— — 1844.	900 50	Trois Canaux.	900 50
Banque d'Alger.	900 50	Canal de Bourgogne.	900 50
Caisse Guin, act. 4000 f.	900 50	Canal de Sambre à l'Oise.	900 50

EAU BROCCHERI

Guérison subite, sans aucune opération chirurgicale, des brûlures, coupures, contusions et blessures.

Un dépôt se trouve dans chaque abattoir de la ville de Paris, et chez M. BROCCHERI, rue Louis-le-Grand, 25.

SIRRASSE, gérant.

Imprimerie de GUSTAVE GRATIOT, 44, rue de la Monnaie.

LA DÉPÊCHE

COURRIER DU SOIR.

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

Prix de l'abonnement :

Pour un mois.	1 50
Pour trois mois.	4 »
Pour six mois.	8 »
Pour un an.	16 »

ORIGINE ET RESPONSABILITÉ DU POUVOIR.

Puisque tout est détruit et remis en question, puisque l'édifice social écroulé va sortir bientôt de ses ruines pour s'élever sur des bases nouvelles encore inconnues, il ne paraîtra peut-être ni malséant, ni téméraire de toucher à quelques propositions délicates à la vérité, mais essentielles et tout-à-fait opportunes, dont la solution intéresse vivement la société tout entière, et la France en particulier plus que tout autre état, par la raison qu'elle est à la veille de constituer le pouvoir auquel elle remettra le soin de ses destinées.

De quelle source un pouvoir doit-il tirer son origine pour être légitime ?

La plupart des pouvoirs qui ont si longtemps gouverné le monde ont égaré leurs titres dans la nuit impénétrable des temps, et la légitimité n'est, après tout, que la longue possession d'une autorité usurpée dans son principe.

Le droit divin était un pieux subterfuge, et, l'autorité du père de famille exceptée, dont les royautés ont prétendu reproduire l'image, toute tentative de domination de l'homme sur l'homme est une tyrannie, une usurpation, un abus du fort au préjudice du faible, une criminelle violation des lois humaines et divines.

Le premier qui fut roi fut un soldat heureux !

disent les uns ;

Le premier qui fut roi fut un père adoré !

disent les autres.

Quoi qu'il en soit de ces deux suppositions également contraires à la loi d'égalité, la royauté est un état contre nature, un attentat aux droits imprescriptibles de l'homme né libre et indépendant, une infraction à la règle évangélique, qui a déclaré la fraternité de l'espèce humaine gravée par la nature et la raison dans tous les cœurs.

Cependant on a vu pendant bien des siècles des chefs marcher à la tête des peuples, et les conduire comme des pasteurs mènent leurs troupeaux. L'autorité de beaucoup d'entre eux était absolue ; et si quelque hardi penseur avait de loin en loin le courage d'interroger ces superbes dominateurs, les fers ou la mort étaient la réponse du pouvoir embarrassé de la question.

Grâce aux progrès de la pensée et des lumières, nous en sommes venus en France aujourd'hui à ce point inespéré que le pouvoir, violemment arraché aux mains d'un seul ou d'un petit nombre, a passé tout d'un coup dans l'apanage de la nation.

A l'heure qu'il est, en France, le souverain, c'est le peuple, le peuple tout entier, c'est-à-dire trente-cinq millions d'hommes, tous égaux en droits, tous électeurs éligibles, tous prenant une part directe, active, réelle à tous les actes d'administration publique, tous aptes à être appelés par le choix de tous à toute espèce de fonctions, d'emplois, de charges, soit dans les armées, soit dans la magistrature, partout enfin.

Toutefois cette émancipation universelle ne s'est encore manifestée que par un acte pour ainsi dire négatif, par le renversement du pouvoir dont l'oppression et le cynisme avaient atteint les extrêmes limites du possible en ce genre.

Tandis que la royauté vaincue s'enfuyait honteusement vers un exil sans fin, quelques hommes se plaçaient prestement sur le siège sanglant et mutilé du pouvoir déchu, saisissant d'une main un peu prompt le gouvernail des affaires publiques.

Ces hommes honorables et chers au peuple (hâtons-nous de le proclamer), purs de toute souillure, pleins d'intelligence et de bonnes intentions, forts de leur patriotisme incontesté, entraînés en quelque sorte par l'irrésistible nécessité de la circonstance, tiennent,

depuis un mois déjà les rênes de l'État. Ils exercent dans sa plénitude sans opposition, sans contrôle, sans frein, une autorité illimitée, dictatoriale, suprême, absolue.

Le peuple, fatigué d'une servitude impatiemment supportée, s'est docilement soumis à la première apparence d'autorité qui s'est constituée. Résolution sublime ! mais présage effrayant pour l'avenir de la liberté.

Nous ne demanderons pas au Gouvernement provisoire d'exhiber son mandat. La royauté de juillet, dont la légalité a toujours été contestée, fondait ses droits sur l'acclamation de 221 représentants légaux de la nation ; c'était peu, mais c'était quelque chose. La France a laissé faire, et nous avons vu les heureux résultats de son abnégation.

Le Gouvernement provisoire s'est installé dans les salles de l'Hôtel-de-Ville, et il a dit : Je suis le gouvernement choisi par la France ! et il a rendu des décrets *au nom du peuple français* ! et depuis un mois, il gouverne *au nom du peuple français* ; il envoie dans les départements des délégués et des commissaires armés d'un pouvoir sans bornes, *au nom du peuple français* ; et c'est *au nom du peuple français* qu'il a décidé que son gouvernement adoptait la forme républicaine.

Nous avons essayé de bien des espèces de gouvernements depuis une cinquantaine d'années ; et pas un seul n'a manqué de se prétendre l'expression de la volonté nationale, et d'agir *au nom du peuple français* ; c'est la formule obligée.

Que serait-il advenu pourtant, si dans une autre partie de l'Hôtel-de-Ville, onze hommes également populaires et capables, et bien intentionnés, se fussent de leur côté, sous la forme républicaine ou sous une autre, déclaré gouvernement provisoire, abolissant, érigent, éliminant, constituant, décrétant, proclamant, affichant, haranguant, protocolant, armant et triomphant *au nom du peuple français* ?

De ces deux gouvernements issus de la même source, constitués aux mêmes titres, invoquant la même origine et les mêmes droits (la nécessité et le vœu populaire), quel eût été le gouvernement légitime, le gouvernement légal ? quel eût été le pouvoir usurpateur ? que les habiles nous répondent.

Nous nous contenterons de demander si les hommes qui exercent actuellement l'autorité souveraine en France, et dont la sagesse et le patriotisme ont éclaté à plusieurs reprises, n'auront pas un compte sérieux à rendre de leur gestion, lorsqu'un gouvernement définitif sera sorti du sein de l'Assemblée nationale, pour succéder au Gouvernement provisoire.

A Rome, les dictateurs étaient irresponsables, mais la république française ne doit pas, ne peut pas ressembler à la république de Rome ; ce n'est pas pour tomber sous la verge d'une dictature que Paris et la France ont chassé la dynastie de juillet ; et les citoyens Lamartine, Arago, Dupont de l'Eure ni leurs collègues n'ont jamais songé à s'attribuer les fonctions d'une charge plus que jamais incompatible avec les instincts nationaux.

Que le gouvernement provisoire se mette donc en mesure de hâter les opérations électorales au lieu d'en reculer l'époque, et qu'il se persuade bien que le retour de la tranquillité publique et du crédit ne se réaliseront qu'à ce prix.

Tout gouvernement est légitime qui rend le pays heureux et florissant.

L. CHAMBELLAND.

Actes officiels.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics,

Considérant qu'il importe de soumettre le service des bâtiments de l'ancienne liste civile aux règles adoptées pour les autres édifices dépendant du ministère des travaux publics ;

Considérant que l'entretien et la conservation de ces bâtiments sont concentrés entre les mains de quelques architectes privilégiés, et qu'il est juste de répartir les travaux de la République entre le plus grand nombre possible d'artistes capables et dévoués ;

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le service des bâtiments de l'ancienne liste civile est supprimé.

Art. 2. Il sera pourvu dans le plus court délai à la réorganisation de ce service.

Fait à Paris, le 21 mars 1848.

MARIE.

Sur le rapport de la Commission du Gouvernement pour les travailleurs, l'arrêté suivant a été publié par le Gouvernement provisoire :

Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de cinquante à cent francs pour la première fois ; de cent à deux cents francs en cas de récidive ; et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail.

Paris, le 21 mars 1848.

Les Membres du Gouvernement provisoire.

Le ministre des affaires étrangères vient d'adresser à son collègue, le citoyen ministre de l'Intérieur, un état des réclamations formées par les ouvriers anglais expulsés de Rouen. Au reçu de cette pièce, le ministre a immédiatement chargé le commissaire du Gouvernement dans le département de la Seine-Inférieure, de se concerter avec le consul anglais, pour soumettre ces réclamations à une vérification préalable.

La chapelle du palais des Tuileries, qui n'a subi aucune dévastation, qui a été respectée dans toutes ses parties, sera rendue au culte dimanche prochain. La messe y sera célébrée pour les malades qui, au nombre de soixante, ont été admis à l'hospice des Invalides-Civils, ainsi que pour tout le personnel de ce nouvel établissement.

Par l'ordre de M. le Capitaine Saint-Amant, commandant militaire du Palais, toutes les mesures ont été prises.

Nous sommes priés du publier la note suivante :

Les sténographes des journaux de Paris et des correspondances départementales qui rendront compte des séances de l'Assemblée nationale, sont invités à se réunir *vendredi 24 mars, à midi*, dans le local du second bureau de l'ex-Chambre des députés, pour s'entendre sur les questions relatives à la tribune des sténographes. Les anciens syndics de la tribune des journalistes ont cru devoir provoquer cette réunion, et ils prennent la liberté de recommander très instamment à tous les journaux et correspondances d'y envoyer des représentants.

21 mars. — Une solennité pleine d'intérêt vient d'avoir lieu au Champ-de-Mars. Un arbre de la liberté y a été planté au milieu d'un concours immense de citoyens et au bruit des plus vives acclamations. Cette solennité était présidée par le citoyen Noël, commissaire de police du quartier, qui a adressé à la foule une allocution pleine de patriotisme. Un nombre considérable d'ouvriers s'est ensuite rendu à l'église du Gros-Caillou, et a reçu la bénédiction du curé. Le plus grand ordre n'a cessé de régner.

Finances.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE.

Le Comptoir national a escompté lundi pour près d'un million de valeurs, et mardi pour plus de douze cent mille francs. Cet établissement, on le voit, rend de très grands services au commerce et à l'industrie, et ses premières opérations exercent déjà une heureuse influence sur le retour de la confiance publique.

La mesure sur la retenue à opérer sur le net des valeurs remises à l'escompte au comptoir national, afin de compléter le capital social a été annoncée d'une manière complète.

Voici la détermination telle qu'elle a été adoptée :

Jusqu'à concurrence de 100,000 fr., retenue de 5 p. 100

De 100,000 à 200,000 fr.,	—	5 id.
De 200,000 à 300,000 fr.,	—	2½ id.
De 300,000 et au-dessus,	—	2 id.

Cette mesure ne cessera de recevoir son exécution qu'après que le conseil d'administration, d'accord avec le Gouvernement, aura reconnu que le capital du Comptoir national est suffisant pour subvenir à tous les besoins.

Nouvelles étrangères.

Il n'est point arrivé de nouvelles importantes de la Prusse.

PORTUGAL. — Le prince de Joinville et le duc d'Aumale sont à Lisbonne.

Ils sont entrés dans cette capitale le 12 mars avec leur famille.

La reine dona Maria et la princesse de Joinville, sa sœur, ne s'étaient pas revues depuis les premières années de leur enfance.

Les deux fils de Louis-Philippe sont prochainement attendus à Londres.

— L'empereur de Russie n'est point mort, ainsi que plusieurs journaux l'avaient annoncé. Mais un courrier, arrivé ce matin à l'ambassade russe, a apporté la nouvelle que les provinces de la Russie méridionale étaient en pleine insurrection. La noblesse est à la tête du mouvement, que complique encore la fermentation qui règne dans la Pologne russe.

Nouvelles des départements.

GIRODE. 19 mars. — Par dépêche télégraphique de ce jour, le ministre des finances a autorisé l'établissement d'un comptoir d'es-compte à Bordeaux, et a enjoint aux receveurs généraux d'encaisser gratuitement les remises faites par les comptoirs. Ces deux mesures ont produit un excellent effet.

RHÔNE. 18 mars. — Malgré des rumeurs continuelles et des bruits alarmants qui n'ont aucun fondement, je crois pouvoir répondre de la tranquillité et de l'ordre. Toutefois, la crise financière est inquiétante. (Le Commissaire du gouvernement).

HAUTE-MARNE. 20 mars. — Les troubles de Saint-Dizier que l'on craignait voir se renouveler sont apaisés. Partout où quelque agitation populaire s'est manifestée, elle a été facilement calmée. — Les dégâts dans les forêts ont peu d'importance. — J'ai fait autoriser l'enlèvement des bois morts. Cette autorisation sauve partout les arbres sur pied.

— Le courrier arrivant de Brest a rapporté qu'il y avait eu du bruit à l'Aigle par suite de la fermeture de plusieurs fabriques d'épingles et de clous. Les ouvriers s'étaient rassemblés et demandaient de l'ouvrage à grands cris.

— A Limoges tout est tranquille jusqu'à présent, mais la crainte de voir fermer les fabriques de porcelaine cause beaucoup d'inquiétudes.

— Quelques rassemblements d'ouvriers ont eu lieu à Lyon pour demander le renvoi des ouvriers étrangers et s'entendre sur l'organisation du travail; mais il n'y a eu aucun désordre.

— A Pau, une revue de la garde nationale et de la troupe a été passée par le général. Le maire et le commissaire du gouvernement ont prononcé des discours qui ont été vivement applaudis. Le soir joie générale et grande illumination.

— Une lettre du sous-inspecteur des postes, du bureau français de Bâle, contient les nouvelles suivantes :

Le grand duché de Bade est en insurrection; la République vient d'être proclamée à Constance; la République ALLEMANDE doit l'être par l'assemblée de tous les comités cantonaux à Offembourg.

Les courriers de Milan sont arrivés; ils étaient arrêtés par les avalanches du Saint-Gothard. Ils annoncent que la plus grande agitation règne en Hongrie.

Sur le rapport de la Commission du Gouvernement pour les travailleurs;

Considérant que le décret du 2 mars, qui détermine la durée du travail effectif et qui supprime l'exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage, n'est pas universellement exécuté en ce qui touche à cette dernière disposition;

Considérant que les deux dispositions contenues dans le décret précité sont d'une égale importance, et doivent avoir force de loi, le Gouvernement provisoire de la République, tout en réservant la question du travail à la tâche,

Arrête :

Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera puni d'une amende de 50 à 400 fr. pour la première fois; de 400 à 200 francs en cas de récidive; et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail.

Paris, le 21 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

GARDE NATIONALE DE LA SEINE.

Paris, le 21 mars.

Colonel,

Au moment fort prochain des élections générales, et à la suite des nouvelles formations et délimitations des compagnies, des officiers croient pouvoir résigner le mandat dont ils sont revêtus et

donner leur démission des grades qui leur ont été conférés par leurs camarades.

C'est là, sans aucun doute, un droit dont ils peuvent user, et le commandant supérieur n'a pas la pensée de le leur contester; mais au-dessus de ce droit il y a un devoir de patriotisme et de dévouement qui parle haut aussi et qui commande à tous les citoyens de se dévouer jusqu'au dernier moment à la cause de l'intérêt et de l'ordre public.

C'est en son nom que le commandant supérieur demande à tous ceux des officiers qui songeraient à donner leur démission, de s'abstenir jusqu'au moment des élections générales; pendant les quelques jours qui nous en séparent il peut y avoir encore de notables services à rendre à la cause du bien public, et le général espère qu'aucun de ses camarades des légions ne voudrait s'exposer au regret d'y avoir manqué par suite d'une retraite trop précipitée.

Salut et fraternité.

Le général commandant supérieur,
Signé COURTAIS.

Les délégués du poste de la Préfecture de police ont proposé au Gouvernement provisoire d'ouvrir une souscription destinée à remplacer les ressources que l'on se procurerait en rendant les biens de l'Etat.

M. Barthélemy Saint-Hilaire a répondu en ces termes à la députation :

« Votre projet sera soumis au Gouvernement provisoire et au ministre des finances. Vos intentions sont excellentes; il est certain que l'on doit éviter autant que l'on pourra la vente des biens nationaux qui servent de gage aux créanciers de l'Etat, et dont les revenus viennent en déduction de l'impôt et sont utiles pour alléger le poids des contributions publiques. Vous pouvez vous contier aux lumières et au patriotisme du ministre des finances, M. Garnier-Pagès. Il n'exécute le décret autorisant la vente d'une partie des biens nationaux que dans la limite de ce qui sera strictement nécessaire. »

Nouvelles diverses.

La nomination du citoyen Arago aux fonctions de ministre de la guerre, bien qu'intérimaire, avait excité quelque inquiétude dans le public. On se demandait si nous étions déjà revenus au temps où les portefeuilles passaient comme des jouets de mains en mains indistinctement, sans le moindre souci de l'aptitude des hommes qui s'en emparaient. Le nom du général Cavaignac a calmé toutes ces rumeurs. Le nouveau ministre a donné des gages de son patriotisme et de sa sagacité; cependant on aurait trouvé que les fonctions de gouverneur de l'Algérie lui convenaient mieux.

Espérons que la prompte et intelligente réorganisation de l'armée sera le résultat de cette nomination.

L'armée est toute dévouée au nouvel ordre de choses; mais de grands abus existent dans ce département ministériel, il faut une main bien ferme et bien exercée pour les extirper sans retour.

Le budget de la guerre doit être notablement abaissé dans son chiffre. D'immenses économies sont possibles sur ce chapitre, sans nuire ni à la discipline, ni au bien-être du soldat, ni à la force dont la France a besoin pour sa sûreté et son honneur.

A quoi bon ce cadre de réserve où tant de généraux, qui ne peuvent plus servir activement dans les armées, sont, par une exception injuste, maintenus à la solde d'activité? Les généraux doivent, comme tous les officiers des autres grades, être mis à la retraite lorsque le temps fixé par la loi est venu.

Le gouvernement de juillet a mis à la tête des corps des hommes nouveaux, jeunes, dévoués, ou des officiers que la restauration avait mécontentés ou congédiés. C'est par une mesure semblable, que la République doit s'assurer du dévouement de l'armée; les brigades et les divisions ont besoin surtout d'être commandées par des généraux qui ne devront par leur avancement au gouvernement déchu.

On s'étonne que le Gouvernement provisoire, qui a pris l'initiative et la responsabilité de mesures beaucoup plus graves, n'ait pas encore porté sa sollicitude de ce côté.

— Les habitants de Fulaines, près de Fontainebleau, en apprenant la nouvelle de la proclamation de la République à Paris, qui leur rappelait les excès de 93, furent saisis d'une telle frayeur qu'ils prirent spontanément les armes pour résister au nouveau gouvernement. Le curé, homme de sens et comprenant mieux la position, fit aussitôt sonner les cloches pour faire réunir ses paroissiens et leur tint ce langage :

« Mes amis, la peur est mauvaise conseillère, et vous inspire des craintes exagérées. Si vous voulez vous donner la peine de réfléchir, vous verriez que le gouvernement républicain, lorsqu'il reste dans ses limites, est le gouvernement le plus naturel et le mieux approprié à l'homme, c'est enfin le gouvernement selon Jésus-Christ. Je vous engage donc à vous y rallier et à laisser là vos armes dont vous n'avez que faire, car vous n'avez jamais été plus frères qu'aujourd'hui. Crions donc tous ensemble : *Vive la République!* »

Ce cri fut aussitôt répété par plus de cent voix, et chacun s'en retourna chez soi complètement rassuré.

— La Cour d'assises de la Seine prononcera dans quelques jours sur le sort des individus accusés d'avoir pris part aux actes de dévastation et d'incendie commis sur plusieurs points des lignes de chemins de fer. L'instruction à laquelle il a été procédé démontre que ces crimes, quoique commis simultanément sur des points éloignés, ne se rattachent pas à une direction commune qui aurait ainsi organisé à l'avance un système de destruction et de pillage.

— L'instruction relative aux poursuites dirigées contre les ex-ministres se poursuit activement; chaque jour de nombreux témoins sont appelés devant MM. Delahaye et Perrot de Chezelles, conseillers instructeurs. On a entendu principalement les chefs des corps qui dans les journées des 22, 23 et 24 février commandaient la troupe : on a aussi entendu les diverses personnes qui ont été appelées aux Tuileries dans la nuit du 23 au 24. On pense que le rapport de l'instruction pourra être fait à la Cour dans les premiers jours du mois prochain.

— Un de ces jours derniers, un homme en blouse a apporté à madame Hope, née Rapp, un sabre soigneusement enveloppé. Cette relique de famille était accompagnée d'une lettre ainsi conçue :

« Ce sabre a servi à maintenir l'ordre dans les appartements de la duchesse d'Orléans. — Il vous appartient... je vous le rends. »

UN BON FRANÇAIS.

Voici comment le citoyen en blouse était devenu possesseur du sabre précieux : le 24 au soir, dix à douze hommes se firent ouvrir l'hôtel de M. Hope, gendre du général Rapp, pour réclamer des armes. On les conduisit dans une salle où étaient quelques panoplies d'épées, de poignards et de glaives. Ils n'emportèrent que quelques fusils de peu de valeur, ainsi qu'un sabre de forme arabe. C'est ce sabre qu'on a rapporté. La famille du général Rapp y attachait d'autant plus de prix que son origine était ainsi gravée sur le fourreau :

MURAT AU GÉNÉRAL RAPP.

RAPP A SON AMI MARNIER.

MARNIER A MADAME HOPE, NÉE RAPP.

Une foule de restitutions semblables ont lieu journellement.

— Par arrêté du Gouvernement provisoire, le montant des arrérages et annuités à percevoir par les établissements tontiniers sera provisoirement versé au Trésor public, sous la garantie de l'Etat. Le capital de ces fonds s'augmentera d'un intérêt cumulé de 5 0/0 par an.

— Par arrêté du Gouvernement provisoire, et sur l'offre faite par la compagnie du chemin de fer d'Orléans, les voitures de 3^e classe découvertes seront, à compter du 1^{er} juillet, au plus tard, remplacées par des voitures couvertes. Le tarif des places dans ces nouvelles voitures sera fixé à 5 centimes 1/2 par personnes et par kilomètre.

— Des citoyens de Montrouge sont venus ce soir porter au club de la Sorbonne, une plainte d'une portée immense. Les ouvriers connaissant les dispositions de leurs patrons, refusent d'aller se faire inscrire sur les contrôles de la garde nationale, aimant mieux renoncer à leurs droits civiques que de perdre leur travail. Il y aurait donc à Montrouge une influence occulte plus puissante que la loi. Cette influence est d'autant répréhensible, qu'elle est presque insaisissable. Elle nous fait comprendre au moins combien les ouvriers sont faibles encore en présence des anciens monopoleurs. Il est du devoir du Gouvernement provisoire de prendre les mesures les plus énergiques pour s'opposer à cette intimidation.

— On accusait souvent d'exagération les attaques sur la liste civile et sur l'administration des musées. L'instinct public n'avait cependant deviné qu'une faible partie des malversations commises. Louis-Philippe se considérait comme propriétaire du Musée national, et il en disposait à sa fantaisie, jusqu'à les faire transporter partout dans les résidences royales et même en Angleterre. Au Palais-Royal on a retrouvé deux portraits de Van-Dick et deux Philippe de Champaigne, appartenant au Louvre, et qui ont échappé heureusement à l'incendie du 24 février. La Charité, d'André del Sarto, un des chefs-d'œuvre du Musée, réclamé depuis plus d'un an, ou était-il? Dans les ateliers de restauration. Il y a juste un siècle, il avait été transporté de son panneau sur toile, et il paraissait en bon état quand il faisait encore, il y a deux ans, l'ornement de la galerie Italienne. Eh bien! la Charité d'André del Sarto, a été rentoilée de nouveau, lavée, gratée, épidermée, perdue! On en apprendra bien d'autres
(La Semaine.)

Bulletin de la Bourse de Paris du 24 Mars.

FONDS FRANÇAIS.	4 ^e C.	Pl. h.	Pl. b.	Dernier.
Trois 0/0 comptant.	50 50	51	50	51
— fin courant.	50 50	51	50	51
Trois 0/0 1844, comptant.	50 50	51	50	51
— fin courant.	50 50	51	50	51
Trois 0/0 (nouvel emprunt).	50 50	51	50	51
— fin courant.	50 50	51	50	51
Quatre 0/0 comptant.	50 50	51	50	51
Quatre 1/0 comptant.	50 50	51	50	51
Cinq 0/0 comptant.	50 50	51	50	51
— fin courant.	72 75	72 75	72 75	72 75

CHEMINS DE FER.

Saint-Germain, act. 500 f.	500	Orléans à Bordeaux, act. 500f.	500
— Oblig., 4 1/2, j. juillet.	500	Nord, act. 500 f.	345 50
— — 4 1/2, —	500	— — — — —	— — — — —
Versailles, rive dr., act. 500 f.	415 50	Montereaux à Troyes, act. 500 f.	345 25
— Oblig., 4 1/2, j. juillet.	500	Paris à Lyon, act. 500 f.	348 75
— — 4 1/2, —	500	Paris à Strasbourg, act. 500 f.	348 25
Versailles, rive g., act. 500 f.	415	Tours à Nantes, act. 500 f.	344 25
Paris à Orléans, act. 500 f.	712 50	Dieppe et Fécamp, act. 500 f.	— — — — —
— Oblig., 4 1/2, j. juillet.	500	Bordeaux à la Teste, act. 500 f.	— — — — —
Paris à Rouen, act. 500 f.	420	Paris à Sceaux, act. 500 f.	— — — — —
— Oblig., 4 1/2, j. juillet.	500	Montpellier à Cette, act. 500f.	— — — — —
Rouen au Havre, act. 500 f.	215	Grand Combe.	— — — — —
— Oblig., 4 1/2, j. sept.	500	Andrézieux à Roanne.	— — — — —
Marseille à Avignon, act. 500 f.	280	Charleroy à la front. de France.	— — — — —
Strasbourg à Bâle, act. 500 f.	85 50	Anvers à Gand.	— — — — —
Orléans à Vierzon, act. 500 f.	— —	Mulhouse à Thann.	— — — — —
Boulogne à Amiens, act. 500 f.	— —	St-Etienne à Lyon, act. 5000 f.	— — — — —
		Lyon à Avignon.	— — — — —

BANQUES, CAISSES, CANAUX.

Banque de France.	4600	Comptoir H. Ganneron.	— — — — —
Bons du Trésor.	32 1/2	Caisse Baudon.	— — — — —
Ville de Paris, rente 5 0/0.	— —	Caisse hypothécaire.	200 —
— Obligations de 1000 f.	4000	— Obligt. de 500 f. à 4 0/0.	— — — — —
Banque de Belgique, 1835.	— —	Quatre Canaux.	— — — — —
— — 1844.	— —	Trois Canaux.	— — — — —
Banque d'Alger.	— —	Canal de Bourgogne.	— — — — —
Caisse Gouin, act. 4000 f.	— —	Canal de Sambre à l'Oise.	— — — — —

SIRRASSE, gérant.

EAU BROCCHERI

Guérison subite, sans aucune opération chirurgicale, des brûlures, coupures, contusions et blessures. Un dépôt se trouve dans chaque abattoir de la ville de Paris, et chez M. BROCCHERI, rue Louis-le-Grand, 25.

Imprimerie de GUSTAVE GRATIOT, 11, rue de la Moquette.

LA DÉPÊCHE

COURRIER DU SOIR.

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

Prix de l'abonnement :

Pour un mois.	1 50
Pour trois mois.	4 »
Pour six mois.	8 »
Pour un an.	16 »

AVIS.

Tout ce qui concerne la rédaction et l'administration doit être adressé **FRANCO** à M. L. Chambelland, rédacteur en chef, au bureau du journal.

RÉGENCE, RÉPUBLIQUE, LÉGITIMITÉ.

Ces trois principes peuvent s'exprimer par trois autres termes : chimère ! probabilité ! mystère !

On peut encore varier la légende et dire : impopularité ! engouement ! minorité !

Un gouvernement usurpateur, un pouvoir qui ne s'appuie ni sur la volonté nationale, ni sur la gloire et le bonheur du pays, ni sur les inébranlables fondements de la nécessité, s'effraie que l'on mette son origine et sa légalité en discussion ; il s'oppose de toute sa force, par les lois, par les baïonnettes et par la corruption, à tout ce qui peut éveiller le souvenir de son enfantement ; et de toutes les idées que la presse met en mouvement, ce sont les questions de principes qui l'inquiètent et le blessent davantage.

Tout au contraire, le champ reste libre à toutes les théories, à toutes les opinions, à tous les vœux, à toutes les manières de produire sa pensée sous un pouvoir qui ne couve ni projets d'usurpation ou de violence, ni arrière-complot de tyrannie ou d'oppression.

Avec lui, toutes les issues de la publicité sont dégagées et abordables, et l'écrivain qui ne viole pas ouvertement les lois de la pudeur et du respect public, ne doit redouter ni persécutions ni entraves.

N'eussions-nous gagné à la révolution qui vient de changer la face de la France, j'aurais dû dire de l'Europe, n'eussions-nous gagné que le seul bienfait de la liberté de la presse (et nous en jouissons, dieu merci, sans mesure !) pour ce bienfait immense, source de tous les autres, nous devrions déjà bénir la Providence et honorer les braves citoyens qui ont payé du tribut de leur sang cet inappréciable affranchissement.

Sous le régime de la *meilleure des Républiques* (Dieu veuille que non !), malheur au publiciste qui se serait hasardé à toucher du bec de sa plus fine plume à la question d'origine de la dynastie du 7 ou 9 août 1830. Nos seigneurs Thiers et Persil avaient vivement tranché cette matière à chicane dans le code où éclatent au grand jour leurs libéraux sentiments, et ces *septembriseurs* de nouvelle espèce, n'étaient guère plus débonnaires à l'endroit de la partie intellectuelle de l'homme, que leurs devanciers n'étaient compatissants et scrupuleux à l'égard de la partie matérielle et animale.

Il y a vingt-neuf jours que MM. Thiers, Persil et C^e ne sont plus que des souvenirs, et depuis vingt-neuf jours précisément nous pouvons en France dire, imprimer et chanter tout ce que nous voulons, sans que pas un seul membre du gouvernement se juge offensé et réclame ni amende, ni emprisonnement en réparation de sa susceptibilité outragée.

Et pourtant quelques mécontents rêvent la régence ! Nous ne dirons pas à ces visionnaires qu'ils sont de mauvais citoyens ; il suffit de leur démontrer qu'en songeant à produire la régence, ils se sont lancés à la recherche de la pierre philosophale ou embarqués pour une excursion dans le globe lunaire.

D'abord, et c'est tout dire en un mot, personne en France ne veut d'une régence ; sur ce point la réprobation est universelle.

Ceux qui sentent mais qui ne raisonnent point, disent, la régence nous est odieuse, nous n'en voulons pas.

Les gens qui s'avisent de faire usage de la logique, exposent leurs arguments de la manière suivante.

Lorsqu'en 1830, Charles X eut abdiqué en faveur de son petit-fils, Louis-Philippe, nommé par l'ex-roi lieutenant-général du royaume, d'abord incertain et tiraillé en sens contraire par les sollicitations de la peur et de l'ambition, accepta la régence et reconnut Henri V pour son roi, témoin son exclamation aux commissaires dirigés par lui sur Rambouillet : « *Mais le duc de Bordeaux c'est votre roi !* »

La position s'étant plus nettement dessinée, Louis-Philippe mit la main avide sur la couronne, déclarant que la *Régence* était le pire des gouvernements, ou plutôt un gouvernement impossible ; et la Révolution de juillet fut escamotée au profit de la dynastie d'Orléans et des fripons qui s'associèrent à ces usurpateurs, pour confirmer la honte et la ruine de la France.

Et aujourd'hui que l'indignation unanime a chassé du pied toute cette race accablée des malédictions de tant de familles, on oserait nous proposer une régence ! une régence, bon Dieu !

Mais comment et pourquoi ce qui était impossible et dangereux en 1830 serait-il praticable en 1848 ? Si le duc de Bordeaux n'a pas convenu en 1830, je ne sais pourquoi le comte de Paris, qui se présente au même titre et dans de pareilles circonstances, pourrait être accueilli aujourd'hui.

Je dirai plus, c'est que le seul titre sur lequel les partisans de la régence appuient actuellement la candidature de leur fantôme, est précisément ce qui fait sa condamnation et celle de tout le règne qui vient de finir d'une façon si brusque et si burlesque. Car si l'ex-comte de Paris prétend remplacer son aïeul en vertu du droit de succession inscrit dans la charte de 1830, le droit d'hérédité du royal mineur de cette époque, n'était-il pas également stipulé dans la charte de 1814, dont la seconde n'est qu'une édition réformée ou plutôt *déformée* ?

Ou bien Louis-Philippe se déclare lui-même un insigne usurpateur, et dès lors qu'a-t-il à prétendre pour sa descendance ; ou bien, si la charte de 1814 n'avait aucune valeur en 1830, à quel propos et sous quel prétexte la charte de 1830 aurait-elle force de loi, après les événements de février et sous les faisceaux de la République ?

C'est une cruelle chose que la logique, un instrument très peu complaisant, très peu disciplinable ; elle ne rompt ni ne plie jamais, et elle blesse sans pitié les mains imprudentes qui la veulent torturer.

Si j'étais peintre, je représenterais la *régence* noyée, la tête en bas, par la logique ; la *République* portée par la France en triomphe, et la *légitimité* emportée dans les nuages.

L. CHAMBELLAND.

Actes officiels.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que l'augmentation des travaux nécessités par l'accroissement de l'effectif des gardes nationaux exige le changement du local où est placé l'état-major,

Décète :

Le siège de l'état-major de la garde nationale de Paris et de la banlieue sera transféré aux Tuileries, dans

les appartements du pavillon Marsan, jusqu'au guichet de l'Échelle.

Le maire de Paris est chargé de l'exécution du présent décret.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des travaux de construction d'une salle provisoire destinée à la prochaine Assemblée nationale,

Décète :

Art. unique. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur les fonds de l'exercice de 1848, un crédit extraordinaire de deux cent cinquante mille francs, pour la construction d'une salle provisoire destinée à l'Assemblée nationale.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant qu'il importe de pourvoir au paiement des travaux les plus urgents de conservation et d'entretien des bâtiments faisant partie de la dotation de l'ancienne Liste civile, lesquels font retour au domaine de la République et rentreront à l'avenir dans les attributions du ministre des travaux publics ;

Décète :

Art. 1^{er}. Il est ouvert, au ministre des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1848, un crédit de 500,000 fr., pour la conservation et l'entretien des édifices ci-après :

- Palais du Louvre et sa galerie.
- Palais des Tuileries et son jardin.
- Palais national.
- Écuries du Carrousel.
- Écuries du Faubourg-du-Roule et de la rue Montaigne.
- Palais de l'Élysée.
- Hôtel et magasins du mobilier de la Liste civile.
- Monument religieux de la rue d'Anjou-Saint-Honoré.
- Manufacture des Gobelins.
- Palais de Versailles et de Trianon, leurs parcs et jardins.
- Eaux de Versailles et machine de Marly.
- Palais de Saint-Cloud et son parc.
- Palais de Meudon.
- Palais de Fontainebleau.
- Palais de Compiègne.
- Palais de Pau.
- Manufacture de porcelaines de Sèvres.
- Manufacture de tapisseries de Beauvais.

— On lit dans le *Moniteur* :

« Les explications données par lord Normanby sur la réception faite à Londres aux membres de la famille déchue du trône n'ont point été données, comme on l'a dit, dans une dépêche de lord Palmerston, mais dans une conversation entre lord Normanby et M. le ministre des affaires étrangères de la République ; lord Normanby s'est servi dans cet entretien des termes textuels dont le ministre anglais s'était servi dans la chambre des communes. »

Nouvelles étrangères.

ALLEMAGNE.

NOUVELLES DE BERLIN. — AMNISTIE.

La *Gazette universelle de Prusse* publie les ordonnances suivantes :

« Hier déjà j'ai déclaré que j'avais oublié et pardonné dans mon cœur.

« Pour que personne ne doute que j'embrasse tout mon peuple dans cet oubli, et parce que je ne veux pas que de douloureux retours vers le passé troublent l'aurore du nouvel et grand avenir qui se lève pour notre patrie, j'annonce par les présentes :

« Amnistie complète à tous ceux qui ont été accusés ou condamnés pour crimes et délits politiques ou pour crimes et délits de presse.

« Mon ministre de la justice, Uden, est chargé de l'exécution de la présente amnistie.

« Berlin, 20 mars.

« FRÉDÉRIC-GUILLAUME. »

Dès la soirée du 19, la garde civique improvisée s'est rendue au château, escortée d'une multitude immense. On a crié : *Vive le roi!* Le soir toute la ville a été illuminée.

Les étudiants ont été également armés. Dans toutes les rues sont déposés des tronc pour recevoir les offrandes en faveur des victimes des 16, 17, 18 et 19 mars.

« S. M. le roi ayant, conformément aux désirs manifestés par les habitants de Berlin, agréé l'armement des citoyens, les mesures suivantes ont été prises provisoirement par les soussignés délégués à cet effet.

« 1° Il sera organisé une garde civique;

« 2° Tous les citoyens sont appelés à y prendre part;

« 3° Les frais de l'armement sont à la charge de l'État;

« 4° La corporation des arquebusiers est immédiatement convoquée; un certain nombre de citoyens sera également armé sur-le-champ.

« Berlin, le 19 mars. »

Tous les Polonais condamnés à la suite du dernier procès ont été mis immédiatement en liberté.

Ils se sont rendus au château. C'était un cortège triomphal. Les chevaux de la voiture dans laquelle se trouvait leur chef, Mieroslawski, ont été dételés. Mieroslawski, debout, agitant la bannière allemande, rouge et noire.

Le roi a paru au balcon et a salué les Polonais.

Grâce au télégraphe, l'ordre de mettre en liberté les détenus politiques, et d'organiser la garde civique est déjà arrivé dans toutes les villes de la Prusse. Il a été immédiatement exécuté.

GRAND DUCHÉ DE BADE. Nous apprenons qu'un corps de Badois est allé acheter un grand nombre de fusils en Suisse.

HARAS.

REMONTE DE LA CAVALERIE.

Les peuples du nord ne nous font point la guerre; mais leur mauvais vouloir éclate en toutes choses. L'impôt qui vient d'être mis sur les chevaux à leur sortie des états de l'Allemagne, et qui équivalait à une prohibition, est une mesure fort grave et qui compromet d'une manière sérieuse l'avenir de notre cavalerie.

C'est d'outre-Rhin que provenaient presque tous les chevaux employés à la remonte de nos régiments. La France n'est pas en mesure de fournir, même à haut prix, le quart des chevaux nécessaires aux besoins de l'armée. L'Irlande seule pourrait venir à notre aide, si l'agitation du pays et la jalousie de l'Angleterre n'y mettaient pas obstacle; et cette ressource serait encore loin d'être suffisante.

Par surcroît de malheur, le peu de chevaux que nous possédons n'est point propre au service de la cavalerie; et les sommes énormes que le gouvernement alloue chaque année pour l'entretien des haras, se dilapident en pure perte et sans la plus légère amélioration dans l'état de la race chevaline.

Nous n'avons voulu aujourd'hui que signaler cette grave question à l'attention du gouvernement et du public; nous nous proposons de traiter incessamment cette importante affaire avec toute l'étendue et toute la réflexion que mérite un sujet auquel se rattachent les plus puissants intérêts de l'agriculture, et tout l'espoir de notre cavalerie.

Nouvelles diverses.

— Hier, un brave citoyen nommé Bernard, tailleur à Montrouge, rue de Châtillon, 4, est venu offrir au Gouvernement provisoire le fusil du comte de Paris, qui avait été trouvé à Paris. Le travail en est très délicat et de fort bon goût. Le fusil est en argent massif. On en avait offert 2,000 fr. au citoyen Bernard; il a préféré le déposer à l'Hôtel-de-Ville comme un souvenir de la victoire du peuple. Le Gouvernement provisoire a vu avec un vif plaisir cet acte de probité et de désintéressement.

— La réunion des élèves Orphéonistes de la ville de Paris, qui doit avoir lieu le dimanche, 26 mars courant, au Cirque olympique des Champs-Élysées, au profit des blessés de février, des ouvrières sans travail, des jeunes garçons apprentis, et des jeunes filles abandonnées, commencera à 2 heures précises.

Les portes d'entrée seront ouvertes à une heure.

MM. les membres du Gouvernement provisoire assisteront à cette réunion patriotique et scolaire.

— Un commis à cheval des contributions indirectes de Vierzon-Ville, qui désire garder l'anonymat, envoie au Gouvernement un mandat fin mai prochain, de 147 fr. 45 c., montant du douzième de ses appointements, afin de venir en aide à la République, dans la crise financière actuelle.

— Les citoyens Dacheux, sergent-major de la garde nationale, et Lamarre, greffier de paix, ont déposé, entre les mains du Gouver-

nement provisoire, la somme de 312 fr. 70 c., produit d'une collecte faite dans la commune de Montfort-l'Amaury.

— Le citoyen Durand-Gervais, garçon de recette, rue Saint-Pierre-Popincourt, 4, adresse au Gouvernement provisoire la lettre suivante, qui est accompagnée de deux boîtes de montre en argent et d'un joujou d'enfant en même métal :

« Citoyens, l'heure de la liberté étant sonnée, je n'ai plus besoin de montre; et depuis qu'il est permis de chanter librement les *Girondins*, la *Marseillaise* et le *Chant du Départ*, mes enfants n'ont plus besoin de joujou.

« Persuadé, citoyens, que la République ne refusera point l'obole du pauvre, je viens déposer gratuitement sur l'autel de la Patrie ces faibles valeurs qui n'ont de prix à mes yeux que par l'usage que j'en fais, je désire donc bien sincèrement que chaque membre de la société s'empresse d'imiter, selon l'étendue de ses moyens; cet exemple, donné par un ami sincère de vos institutions républicaines; car je suis pleinement convaincu qu'un Gouvernement qui prend pour devise : *Liberté, Égalité, Fraternité*, est le seul qui puisse faire le bonheur de la France et plus tard du monde entier. »

— Le citoyen Genevay est nommé chef de l'administration au Luxembourg.

— Les Francs-Maçons de la loge des émules d'Hiram ont déposé, entre les mains du Gouvernement provisoire, une somme de 200 fr., à titre de don patriotique.

— Les ouvriers de la maison Bonhour ont apporté 100 fr., produit d'une collecte faite entre eux, pour subvenir aux besoins de la République.

— Les ouvriers en papier peint de la fabrique du citoyen Delicourt, offrent, à titre de don patriotique, une somme de 468 fr. 75 cent.

— A tout moment quelque trait qui honore le peuple, dont l'héroïsme est encore agrandi par son désintéressement après la victoire, parvient à notre connaissance. Nous ne laisserons point passer celui-ci sous silence, il fait trop d'honneur à un brave général et il a eu trop d'importance sur l'issue des événements.

Le 24, M. le général Bedeau, voyant l'attitude du peuple, était indécis, lorsqu'ayant avisé un officier supérieur en retraite qui dirigeait une colonne de citoyens marchant en bon ordre, il le consulta sur le parti qu'il devait prendre. *Faites retirer vos troupes, mon général*, lui dit l'officier, *je réponds des braves citoyens qui me suivent.*

Le général suit le conseil de ce brave militaire; les cris de *Vive la réforme! vive le général Bedeau!* sont poussés par la colonne qui continue sa marche sur la Chambre des députés, où s'improvise le Gouvernement provisoire.

Que de sang épargné par cette retraite! L'officier qui suggéra cette heureuse mesure est un chef de bataillon du 35^e de ligne, nommé Bonnet, vieux soldat de l'Empire.

— La *Gazette des Tribunaux* a publié, d'après le *Moniteur*, un rapport adressé par M. Boucly, ancien procureur du roi, à M. Hébert, garde des sceaux, relativement aux soustractions de manuscrits et livres précieux imputées à M. Libri. Une note insérée aujourd'hui dans le *Moniteur* déclare que ce rapport judiciaire n'a pas été tiré des archives du ministère des affaires étrangères, et qu'il n'est sorti de ce ministère aucun document pour être livré à la publicité.

Il est certain en effet que ce document n'a jamais fait partie des archives du ministère des affaires étrangères. Il paraît que cette pièce, communiquée par M. Hébert à M. Guizot, a été, au moment où la foule s'est introduite dans l'hôtel du boulevard des Capucines, trouvée dans le cabinet de l'ex-président du conseil, et que c'est par le citoyen qui s'en est alors emparé qu'elle a été communiquée au *Moniteur*.

Quoi qu'il en soit, dès que le commissaire du Gouvernement près le tribunal de la Seine, M. Landrin, a eu connaissance des inculpations qui pesaient contre M. Libri, il a requis qu'il fut procédé à une information qui a été confiée à M. Hatton, juge d'instruction. On assure que les deux magistrats ont opéré aujourd'hui une perquisition d'abord dans le logement occupé à la Sorbonne par M. Libri, et ensuite chez une personne inculpée dans la poursuite comme complice de la spoliation de nos bibliothèques. M. Libri a, dit-on, quitté Paris depuis quinze jours, après avoir fait enlever sa bibliothèque. Toutefois, on prétend que la perquisition a amené la saisie de pièces qui prouvent les soustractions imputées à M. Libri, et qui donnent l'espoir de retrouver la plupart des manuscrits détournés.

On ajoute que M. Hatton, juge d'instruction, a ensuite décerné de nombreuses commissions rogatoires qui ont été expédiées particulièrement à Montpellier, à Carpentras, à Troyes, à Auxerre, à Poitiers, à Grenoble, à Lyon. Plusieurs témoins ont en même temps été appelés dans le cabinet du juge, qui a recueilli les déclarations de MM. Techener fils, libraire; Carteron, employé aux archives du royaume; Tripier, garde des archives de l'ancienne liste civile; Tilliard, libraire; Lacabane, employé de la Bibliothèque nationale; Chauchard, sous-bibliothécaire du ministère de l'instruction publique; Scott, marchand d'estampes; Moreau, restaurateur de livres; Simonin, réparateur et laveur de livres et gravures.

D'autres témoins, au nombre desquels figure le chef du service de sûreté, M. Allard, sont assignés pour être entendus demain.

M. Libri, contre lequel un mandat d'amener avait été décerné, est débarqué en Angleterre par Folkestone.

— Le tribunal correctionnel de Paris, sixième chambre, sous la présidence de M. Lepelletier d'Aulnay, a rendu son jugement sur le procès intenté à l'administration du chemin de fer du Nord, à propos de l'accident arrivé le 16 octobre 1847. M. Emile Pereire, directeur de cette administration, était cité comme civilement responsable.

— Les sieurs Ledoux, aiguilleur, Aubin, chef de gare, et Petiet, ingénieur, ont été renvoyés des fins de la plainte; quant à Comby, mécanicien, le tribunal l'a condamné à deux mois de prison et 100 fr. d'amende, et déclare Pereire civilement responsable.

— La police de sûreté, dont le personnel actif a été presque triplé

depuis quelques jours, a saisi un grand nombre de fusils, de pistolets et d'autres armes de guerre que leurs détenteurs s'étaient procurés dans les journées des 23 et 24 février, et qu'ils négligeaient de reporter dans leurs mairies respectives.

Ces agents ont également arrêté sur la voie publique, dans les promenades et sur les boulevards, des individus qui tiennent des jeux de hasard, et dont la frauduleuse industrie a pour but d'enlever aux ouvriers, au moyen de cartes préparées ou de dés pipés, le peu d'argent qu'ils possèdent, et dont leurs familles ont un si grand besoin.

— On lit dans la *Réforme* : Nous avons dit à diverses reprises que les Anglais allaient nous revendre l'argent exporté par nos alarmistes.

On lit dans l'article de la *Cité* du *London-Telegraph* du 20 mars : « Il a été acheté à la Banque plusieurs parties d'argent pour être expédiées en France. Le montant intégral est de 360,000 liv. st. (9 millions de francs).

« On croit que l'on tâchera de s'assurer encore un million de dollars (5 millions de francs) apportés par le *Carysford* et la *Calypso*. Il a été fait des demandes qui continueront pour les marchés de Hollande et de Belgique. »

— M. Ledru-Rollin, malgré ses nombreuses occupations politiques, a voulu présider le comité chargé d'examiner la question si importante du transport aux Tuileries de la Bibliothèque nationale, et de la réunion au Louvre de tous nos musées, aujourd'hui si dispersés. Le citoyen ministre de l'intérieur a vu là un vaste projet, capable de frapper vivement les esprits, et des fonds seront demandés prochainement à l'Assemblée constituante pour sa réalisation.

— Il vient d'être établi au ministère de l'intérieur un poste de garde nationale mobile pour y faire le service de nuit et alléger ainsi les gardes nationaux.

— Le général Changarnier, qui a rempli les fonctions de gouverneur général de l'Algérie par intérim au moment du départ des princes et jusqu'à l'arrivée du général Cavaignac, vient d'arriver à Paris.

— Le citoyen Charles Pétard, propriétaire de la maison du mas-sacre de 1834, rue Transnonain, 12, vient de faire remettre à chacun de ses locataires qui ont participé tous aux derniers événements, la quittance de leur terme d'avril.

— Les charpentiers ont commencé hier à dresser la charpente de la grande salle de l'Assemblée nationale, dans la cour du Palais-Bourbon.

— La Banque de France est en mesure d'émettre, d'ici à deux jours, des billets de 100 francs dans une quantité suffisante aux besoins, et, peu de jours après, des coupures inférieures, ce qui donnera une grande facilité à la circulation.

C'est par erreur que nous avons inséré dans notre numéro d'hier un article ayant trait à la mesure prise sur la retenue à opérer sur le net des valeurs remises à l'escompte du comptoir national. Nos lecteurs sont donc priés de le considérer comme nul.

Bulletin de la Bourse de Paris du 23 Mars.

FONDS FRANÇAIS.	4 ^e C.	Pl. h.	Pl. b.	Dernier.
Trois 0/0 comptant.....	50 50	50	50	50 50
— fin courant.....	50 50	50	50	50 50
Trois 0/0 1844, comptant.....	50 50	50	50	50 50
— fin courant.....	50 50	50	50	50 50
Trois 0/0 (nouvel emprunt).....	50 50	50	50	50 50
— fin courant.....	50 50	50	50	50 50
Quatre 0/0 comptant.....	50 50	50	50	50 50
Quatre 1/2 comptant.....	50 50	50	50	50 50
Cinq 0/0 comptant.....	50 50	50	50	50 50
— fin courant.....	71 25	71	71	72 75

CHEMINS DE FER.

Saint-Germain, act. 500 f....	350	Orléans à Bordeaux, act. 500f.	» »
— Oblig., 1840, j. juillet....	» »	Nord, act. 500 f.....	340
— — 1840, —.....	» »	Montereau à Troyes, act. 500	» »
Versailles, rive dr., act. 500 f.	425	Paris à Lyon, act. 500 f....	302 50
— Oblig., 4000 f., j. juillet....	» »	Paris à Strasbourg, act. 500 f.	342 50
— — 1050 f. —.....	» »	Tours à Nantes, act. 500 f....	344 25
Versailles, rive g., act. 500 f.	417 50	Dieppe et Fécamp, act. 500 f.	» »
Paris à Orléans, act. 500 f....	695	Bordeaux à la Teste, act.	» »
— Oblig., 4 0/0, j. juillet....	» »	Paris à Sceaux, act. 500 f....	» »
Paris à Rouen, act. 500 f....	425	Montpellier à Cette, act. 500f.	» »
— Oblig., 4 0/0 j. juillet....	» »	Grand Combe.....	» »
Rouen au Havre, act. 500 f....	222 50	Andrézieux à Roanne.....	» »
— Oblig., 1050 f., j. sept....	» »	Charleroy à la front. de France	» »
Marseille à Avignon, act. 500	275	Anvers à Gand.....	» »
Strasbourg à Bâle, act. 500 f.	87 50	Mulhouse à Thann.....	» »
Orléans à Vierzon, act. 500 f.	» »	St-Etienne à Lyon, act. 5000	» »
Boulogne à Amiens, act. 500 f.	» »	Lyon à Avignon.....	» »

BANQUES, CAISSES, CANAUX.

Banque de France.....	1650	Comptoir H. Ganneron.....	» »
Bons du Trésor.....	30	Caisse Bandon.....	» »
Ville de Paris, rente 5 0/0....	» »	Caisse hypothécaire.....	» »
— Obligations de 1000 f....	4015	— Obligat. de 500 f. à 4 0/0.	» »
Banque de Belgique, 1835....	» »	Quatre Canaux.....	» »
— — 1841....	» »	Trois Canaux.....	» »
Banque d'Alger.....	» »	Canal de Bourgogne.....	» »
Caisse Guin, act. 1000 f....	» »	Canal de Sambre à l'Oise....	» »

EAU BROCCHERI

Guérison subite, sans aucune opération chirurgicale, des brûlures, coupures, contusions et blessures.

Un dépôt se trouve dans chaque abattoir de la ville de Paris, et chez M. BROCCHERI, rue Louis-le-Grand, 25.

SIRRASSE, gérant.

Imprimerie de GUSTAVE GRATIOT, 11, rue de la Monnaie.

LA DÉPÊCHE

COURRIER DU SOIR.

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

Prix de l'abonnement :

Pour un mois.	1 50
Pour trois mois.	4 "
Pour six mois.	8 "
Pour un an.	16 "

AVIS.

Tout ce qui concerne la rédaction et l'administration doit être adressé **FRANCO** à M. L. Chambelland, rédacteur en chef, au bureau du journal.

PARIS.

Nous recevons la lettre suivante que nous croyons devoir publier sans réflexions. On jugera par les nouvelles de Lyon jusqu'à quel point les sentiments qu'elle exprime sont opportuns.

A M le Rédacteur de la Dépêche.

Monsieur le rédacteur, où allons-nous? Les dépêches de Lyon sont désespérantes, elles sont incroyables. Un jeune proconsul, chargé par le gouvernement issu des barricades de février d'aller proclamer dans la seconde ville de la République l'ère de la liberté, vient de se livrer à des actes dont l'énormité dépasse en arbitraire et en tyrannie tout ce que les ennemis les plus déclarés du nouvel ordre de choses auraient pu souhaiter de plus favorable à leur cause.

Est-il croyable qu'un mois après la chute du ministère Guizot, un délégué du pouvoir intérimaire auquel la France obéit sans murmure, ait pu dire aux habitants de Lyon : Vos impôts sont doublés ; vos propriétés sont grevées selon mon bon plaisir ; vous ne pouvez plus disposer de votre argent, et vous serez fouillés, vous, citoyens libérés d'hier, par les sbires de l'octroi à votre sortie de la cité ; on extraira de vos poches l'argent que vous y aurez serré, on le comptera, et si la somme dont vous êtes porteurs dépasse le chiffre qu'il m'a convenu de fixer, saisie en sera faite, et en remplacement de cette valeur qui est la vôtre, de ce bien que vous avez amassé à la sueur de votre front, vous accepterez, bon gré, malgré, un papier monnaie contre lequel âme qui vive ne consentira à vous donner du numéraire en échange?

Et c'est avec ces procédés à la Cartouche et à la Mandrin que l'on prétend ranimer le crédit, fonder le gouvernement républicain et le faire respecter et chérir ! Et c'est par des violences aussi inouïes que l'on procède à l'enfantement de la liberté ; c'est au moyen d'aussi odieuses vexations que l'on entreprend de rétablir la confiance, d'arrêter le retrait du numéraire, d'encourager les travaux et d'empêcher la fuite des citoyens opulents !

La Convention est dépassée, moins les échafauds et les mitraillades ; mais ne désespérons pas, le citoyen Arago a bien débuté, et pour peu que le peuple lyonnais s'avise de se montrer récalcitrant, le délégué couronnera sans doute une œuvre si énergiquement commencée. Lyon méritera peut-être bientôt une fois encore le nom de VILLE AFFRANCHIE.

Si un second acte du même genre se reproduit quelque part et si le Gouvernement, justement offensé d'une conduite aussi inqualifiable, ne s'empresse pas d'en manifester bien haut sa juste indignation, je ne crains pas de le dire, c'en est fait du Gouvernement républicain, il marche fatalement à sa décadence et à sa ruine.

Sur d'autres points du territoire les allures des citoyens délégués, sans être aussi effrontément tyranniques, ont blessé vivement les populations, et c'est remplir le devoir d'un bon citoyen que d'adjurer les membres du Gouvernement provisoire de mettre un frein à ce débordement de despotisme dont une publi-

cation officielle mal interprétée a pu malheureusement autoriser l'essai.

Agréez, M. le rédacteur, l'assurance de mes sentiments tout patriotiques.

Un Republicain provisoire.

Actes officiels.

Le ministre de l'intérieur vient de prendre l'arrêté suivant :

Considérant que si l'État doit au peuple le travail qui le fait vivre, il doit aussi encourager tous les efforts tendant à le faire participer aux jouissances morales qui élèvent l'âme ;

Considérant que les représentations des chefs-d'œuvre de la scène française ne peuvent que développer les bons et nobles sentiments ;

Arrête :

Le commissaire du Gouvernement près le théâtre de la République est autorisé à donner gratuitement, et à des époques rapprochées, des représentations nationales. Ces représentations seront composées des ouvrages des maîtres de la scène française, interprétés par l'élite des artistes du théâtre. Dans les entre actes, des masses musicales exécuteront des airs et des chants nationaux.

La salle sera divisée en stalles numérotées. Chaque stalle aura son billet. — Ces billets seront envoyés par portion égale et par coupons de 2 places aux douze municipalités, à l'Hôtel-de-Ville et à la préfecture de police, pour être distribués dans les ateliers, les clubs, les écoles, aux citoyens les plus pauvres. — Là ils seront tirés au sort.

Paris, ce 24 mars 1848. LEDRU-ROLLIN.

LES GARDIENS DE PARIS.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant qu'il est du plus grand intérêt d'organiser sur de nouvelles bases un corps spécial chargé de veiller à la sécurité publique, à l'ordre, à la circulation des rues, au maintien, jusqu'à nouvel ordre, des règlements relatifs à la grande et petite voirie,

Décète :

Article 1^{er}. Il sera créé, par les soins du ministre de l'intérieur et du maire de Paris, un corps spécial sous le titre de Gardiens de Paris.

Art. 2. Ces gardiens ne seront point armés.

Art. 3. Ils auront pour mission de veiller à la paix publique, à la conservation des établissements nationaux et des propriétés privées. Ils exerceront une protection bienveillante envers toutes les personnes qui en auront besoin, leur caractère devant être, en général, aux yeux du Gouvernement provisoire, une sorte de magistrature populaire.

Art. 4. Ces gardiens seront assez nombreux pour que chacun d'eux puisse veiller à la sûreté de 60 à 100 maisons.

Art. 5. Une taxe spéciale fournira aux frais de création et d'entretien des gardiens de Paris. Cette taxe sera établie de manière à peser seulement sur les propriétaires et les locataires dont le loyer s'élève à plus de 4,000 fr. par an.

Art. 6. Le maire de Paris et le ministre de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement, le 22 mars 1848.

Nouvelles étrangères.

DEPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

24 mars.

Le bruit court sur la frontière que le roi de Prusse est en fuite et que la république a été proclamée à Berlin.

POLOGNE.

La Gazette de Breslaw annonce que les troupes autrichiennes ont été chassées de Cracovie et que la République y a été proclamée.

On annonce qu'un mouvement a éclaté à Varsovie et qu'une partie des troupes a passé du côté du peuple.

ITALIE.

INSURRECTION EN LOMBARDIE.

Nous apprenons de la meilleure source que la Lombardie est en pleine insurrection.

Dès la première nouvelle des événements de Vienne, les habitants de Milan se sont transportés devant le palais de l'archiduc Reynier, vice-roi, et ont demandé la délivrance des prisonniers politiques.

L'archiduc Reynier s'était déjà éloigné.

Les prisonniers ne furent pas rendus.

25,000 insurgés armés sont alors descendus dans la rue.

Nouvelles des départements.

LYON.

On lit dans le Salut public de Lyon du 21 mars :

« Des ordres ont été donnés aux barrières de la ville pour empêcher la sortie du numéraire, qui depuis quelques jours sortait, dit-on, par groupes en quantité notable. Les employés de l'octroi doivent, à cet effet, visiter les voitures, et les chefs de postes de la garde nationale ont été prévenus qu'à l'occasion ils devront prêter main-forte.

« Un arrêté de M. E. Arago, affiché hier, décide en effet que chaque personne quittant la ville ne peut emporter une somme en numéraire au-dessus de 500 fr., à moins d'en justifier l'emploi et la destination auprès de l'autorité. Si cette justification ne peut être faite, la somme retenue sera échangée contre une valeur égale en billets de la Banque de Lyon. »

Le décret ci-dessous a jeté la stupeur dans la ville de Lyon.

« Considérant que la perturbation qui existe dans les relations commerciales se fait sentir particulièrement dans la ville de Lyon et les communes suburbaines ;

« Considérant qu'il y a urgence de parer autant que possible à la suspension du travail, d'ouvrir des chantiers nationaux pour les ouvriers sans ouvrage, et que les ressources ordinaires sont insuffisantes ;

« Considérant que les mesures exceptionnelles qu'il importe de prendre à cet égard doivent s'appliquer à tous, et que les charges extraordinaires qu'il s'agit de créer doivent être supportées proportionnellement par les citoyens qui en ont été exemptés jusqu'à ce jour, arrête :

« Art. 1^{er}. Un impôt extraordinaire, égal au chiffre des quatre contributions directes pour l'année 1848, est établi ; il sera exigible par moitié : la première le 20 de ce mois, la seconde à première réquisition.

« Art. 2. Sont exceptées de cette mesure : 1^{re} les cotes mobilières et personnelles au-dessous de 25 fr. ; 2^{de} les patentes au-dessous de 100 fr. ; 3^{de} les portes et fenêtres des citoyens compris dans les deux exceptions ci-dessus.

« Art. 3. A dater du 20 mars courant, un impôt supplémentaire sera fixé pour les capitalistes, dans la ville de Lyon et les communes suburbaines, et perçu comme l'impôt extraordinaire ci-dessus arrêté.

« Un jury d'appréciation, choisi dans les diverses professions, sera chargé de déterminer la quote-part contributive des citoyens compris dans le présent article.

« Art. 4. Les impôts directs ordinaires de 1848 continueront à être perçus suivant les règles établies.

« Le Commissaire du Gouvernement provisoire dans le département du Rhône,

EMMANUEL ARAGO. »

PROJET D'ORGANISATION DU TRAVAIL.

A partir de ce jour, la Commission se trouve composée de dix délégués des ouvriers et de dix délégués des patrons, représentant les diverses industries parisiennes. Ont été appelées à la séance du 20 mars plusieurs personnes connues par la spécialité de leurs études, et choisies de telle sorte que toutes les théories, tous les intérêts pussent être interrogés dans ce solennel débat.

M. LOUIS BLANC. — Citoyens, nous allons agiter le plus grand

problème des temps modernes. Nous avons fait appel à toutes les opinions, à toutes les lumières, afin que notre œuvre de justice commençât par l'impartialité.

Le mal présent est très grand; la nécessité du remède en sera mieux sentie.

Les entrepreneurs disent : « C'en est fait ! ce n'est pas seulement une monarchie, c'est une société qui s'en va. »

D'autre part, les ouvriers sont agités de pensées inquiètes : beaucoup ne veulent plus subir les anciennes conditions du travail.

Que faire ? Voici ce que nous proposons :

Aux entrepreneurs qui, se trouvant aujourd'hui dans des conditions désastreuses, viennent à nous et nous disent : « Que l'État prenne nos établissements et se substitue à nous, » nous répondrons : l'État y consent. Vous serez largement indemnisés. Mais cette indemnité qui vous est due, ne pouvant être prise sur les ressources du présent, lesquelles seraient insuffisantes, sera demandée aux ressources de l'avenir : l'État vous souscritra des obligations, portant intérêt, hypothéquées sur la valeur même des établissements cédés, et remboursables par annuités ou par amortissement. »

L'affaire ainsi réglée avec les propriétaires d'usines, l'État dirait aux ouvriers : « Vous allez travailler désormais dans ces usines comme des frères associés; pour la fixation de vos salaires, il y a à choisir entre deux systèmes, ou des salaires égaux ou des salaires inégaux; nous serions partisans, nous, de l'égalité, parce que l'égalité est un principe d'ordre qui exclut les jalousies et les haines. »

On pourra nous objecter : « L'égalité ne tient pas compte des aptitudes diverses. » Mais, selon nous, si les aptitudes peuvent régler la hiérarchie des fonctions, elles ne sont pas appelées à déterminer des différences dans la rétribution. La supériorité d'intelligence ne constitue pas plus un droit que la supériorité musculaire; elle ne crée qu'un devoir. Il doit plus, celui qui peut davantage : voilà son privilège !

On pourra objecter encore : « L'égalité tue l'émulation. »

Rien de plus vrai dans tout système où chacun ne stipule que pour soi, où les travailleurs ne sont que juxtaposés, n'agissent qu'à un point de vue purement individuel, et n'ont aucune raison d'établir entre eux ce que j'appellerai le **POINT D'HONNEUR DU TRAVAIL**. Mais qui ne sent que, parmi les travailleurs associés, la paresse aurait bientôt le caractère d'infamie qui, parmi des soldats réunis, s'attache à la lâcheté ? Qu'on plante dans chaque atelier un poteau, avec cette inscription : « Dans une association de frères qui travaillent, tout paresseux est un voleur. »

Nous ajouterons, en faveur du système de l'égalité dans la rétribution, cette considération décisive à nos yeux : l'élection devant seule désigner, devant les travailleurs associés, les directeurs des travaux, l'égalité du salaire prévient les candidatures que susciterait la convoitise dans le système d'inégalité. La capacité, alors, recherchera seule des devoirs plus difficiles : toute ambition sordide sera écartée d'avance, et le déclassement des aptitudes sera prévenu.

Du reste, que l'un ou l'autre système l'emporte dans la distribution des salaires, une fois ce point réglé, vient la question de l'emploi des bénéfices du travail commun.

(La suite à demain.)

GARDE NATIONALE. — EMPLOI DES COTISATIONS.

Mairie de Paris.

Au général commandant supérieur des gardes nationales de la Seine.

Général,

Les compagnies actuelles de la garde nationale possèdent des fonds de cotisations volontaires qui s'élèvent à des sommes considérables.

Ces fonds communs avaient une destination que le dédoublement des compagnies ne permet pas de leur conserver. Je propose de leur en donner une qui, je l'espère, sera selon le vœu des compagnies : c'est de les centraliser à l'état-major de chaque légion, pour venir en aide à ceux des gardes nationaux non habillés qui ne pourraient pas immédiatement faire les frais de l'uniforme et de l'équipement.

Un généreux citoyen, M. Huicque, s'est fait, dans les journaux, l'organe d'un grand nombre de citoyens qui, pour alléger les sacrifices imposés à la ville, demandent qu'il soit formé un fonds d'avance à cet effet, offrant de rembourser, par à-comptes mensuels, le prix de l'uniforme qu'ils auraient reçu.

Des sentiments si honorables m'ont paru mériter votre prise en considération, et, en proposant d'employer le fonds des cotisations à réaliser le vœu qui vient d'être exprimé, je vais sans doute au-devant du désir des souscripteurs.

Salut fraternel.

Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris.

Signé ARMAND MARRAST.

Les sentiments républicains ne s'arrêtent point dans leur marche rapide; voici un appel au peuple belge que nous reproduisons textuellement :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Compatriotes,

Après le glorieux exemple de Paris et de la France, combien de temps encore subirez-vous le gouvernement anti-national qui vous a coûté le Limbourg et le Luxembourg ?

Resterez-vous les derniers à entrer dans la République européenne ?

L'alliance des peuples peut seule vous rendre la prospérité détruite par les entraves douanières.

En restaurant l'industrie par le débouché français.

Pour nous réunir à nos trois cent soixante mille frères, si lâchement livrés en 1839, vous n'avez qu'à changer un article de votre constitution.

Les patriotes, les démocrates les plus purs seront mis à la tête des affaires. Les sympathies du peuple français vous sont acquises et garantissent votre indépendance nationale sous la bannière d'une république amie et confédérée.

Respect aux personnes, aux propriétés, aux consciences.
« Vive la République belge ! — Vive la République française ! — Vive la République européenne ! »

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE.

La retenue de 5 p. 100, à opérer sur le net produit des valeurs remises à l'escompte au Comptoir national, sera faite sur tous les bordereaux admis, à quelque somme qu'il s'élève, jusqu'à ce que le capital à fournir par le commerce et l'industrie dans le Comptoir national ait été complété. C'est à tort qu'on avait annoncé que la mesure cesserait d'être appliquée après 10,000 fr. de valeurs remises.

Cette mesure maintient l'égalité entre les déposants, quelle que soit l'importance des bordereaux remis par eux à l'escompte.

Donations patriotiques.

M. Schmolle-Jacob, rue Montorgueil, 15, fait don à la République d'une somme de 100 fr.

Une jeune patriote offre à la République ses plus précieux joyaux.

M. Brunswick, rue Montorgueil, 65, offre 20 fr.

Les ouvriers et employés de la maison Lami, rue Montmarire, 82, font déposer par M. Leseoche, leur délégué, le produit d'une collecte montant à 107 fr.

Le Société des travailleurs du chemin de fer d'Orléans fait, à titre de don patriotique, l'abandon d'une journée de travail, et dépose entre les mains du Gouvernement 2,254 fr. 75 c.

M. Salmon, au nom de la Société des facteurs et factrices de la vente en gros de la marée, donne 600 fr.

Les ouvriers de la fabrique de pompes à incendie du citoyen Fland, rue Jean-Goujon, 17, donnent, à titre de don patriotique, une journée de travail s'élevant à 150 fr.

Nouvelles diverses.

— 24 mars. Ce matin une scène aussi importante que dramatique se passait aux Invalides. Le digne et brave général Petit, l'un des plus glorieux débris de l'empire, l'homme que Napoléon pressa dans ses bras dans la cour de Fontainebleau, et dont le nom est si justement populaire, était ramené à l'hôtel, dont il est le commandant, par M. Arago, le général Courtais, accompagné d'une suite nombreuse de gardes nationaux, d'officiers et de citoyens. Hier quelques imprudents, égarés sans doute par de mauvais conseils, avaient méconnu l'autorité d'un vieillard que le respect de toute l'Europe environne, et l'avaient forcé à quitter l'hôtel des Invalides pour aller demander asile à l'état-major de la garde nationale. Force est restée à l'ordre, aux acclamations d'une société considérable.

Une enquête va avoir lieu sur les faits de la journée d'hier, ainsi que sur l'administration intérieure de l'hôtel.

— Le comptoir national d'escompte, d'accord avec la Banque de France, vient de décider que la mesure prise de ne recevoir à l'escompte que des billets au-dessus de 500 fr. pour les villes où la Banque de France a des comptoirs, vient d'être annulée, et qu'à l'avenir les effets sur les villes à comptoirs de la Banque de France seront reçus, quelle que soit leur importance.

— Le capitaine Filippi est nommé gouverneur du château d'Amboise.

— Une députation des habitants de Belleville a apporté au Gouvernement provisoire une pétition signée de plus de 1,500 habitants de cette commune, ayant pour objet le maintien des élections à l'Assemblée nationale au 9 avril prochain.

— Le citoyen Félix Mornand, secrétaire du gouvernement provisoire, spécialement attaché, à ce titre, au service de publicité, est nommé commissaire du Gouvernement dans le département de l'Isère. Les citoyens Félix Mornand et Marion devront agir de concert, leurs pouvoirs étant égaux.

— Les invalides de la guerre, au nombre de 250 environ, viennent de faire, au nom de leurs camarades, acte d'adhésion au Gouvernement de la République, et lui présenter une pétition dans laquelle ils se plaignent, et demandent la réforme de plusieurs abus qui se sont, disent-ils, introduits dans l'administration de l'hôtel des Invalides, tant pour le personnel que pour le matériel.

— Quelques préposés à des caisses publiques ont refusé de recevoir des billets de banque des personnes qui se présentaient pour faire des versements. Le commissaire du Gouvernement près le Tribunal de la Seine, informé de ces faits, a requis contre ces préposés une instruction pour leur faire appliquer les peines prononcées contre ceux qui refusent de recevoir des monnaies et valeurs nationales.

— Lorsque, dans la matinée du 24 février dernier, la duchesse d'Orléans et ses deux jeunes fils quittèrent le château des Tuileries pour se rendre à la Chambre des députés, le duc de Nemours, on se le rappelle, l'accompagnait, vêtu de l'uniforme de lieutenant-général. Au milieu du tumulte qui termina la séance, le prince sauta par une fenêtre donnant des couloirs dans le jardin de la présidence, gagna les communs pour tenter de s'évader.

Ce fut alors que deux des combattants qui, de la place du Palais-Royal, s'étaient dirigés vers la Chambre, après le combat du poste du Château-d'Eau, lui donnèrent le moyen de se revêtir d'un uniforme de garde national dont l'un d'eux se dépouilla. Le duc de Nemours, en se déshabillant, remit à l'un de ces citoyens différents objets précieux dont il était porteur, entre autres une montre d'un grand prix, un couteau-poignard, une bague chevalière, une

bourse contenant plusieurs pièces d'or, une chaîne de cou et une chaîne de gilet; puis il partit en courant dans la direction de la rue de Bourgogne, où l'on sut plus tard qu'il était monté dans un cabriolet de régée.

Depuis lors, le duc de Nemours est passé en Angleterre, et les détails qui précèdent seraient demeurés inconnus, si la police, dans les actives recherches auxquelles elle se livre pour découvrir les auteurs de soustractions qui ont eu lieu dans la journée du 24 février, n'avait été mise sur la trace des bijoux provenant du duc de Nemours.

C'est ainsi qu'il est informé que c'était à un jeune ouvrier d'un horloger du quartier de la Chaussée-d'Antin que ces objets précieux avaient été remis, le prêt de police, M. Caussidière, a dû décerner contre lui un mandat de perquisition dont la mise à exécution a eu pour résultat de faire retrouver la presque totalité de ces objets. Leur détenteur, qui jouit du reste de la réputation d'un honnête et laborieux ouvrier, a protesté de l'intention où il n'aurait jamais cessé d'être de les faire parvenir au duc de Nemours. « Je ne m'en considérais pas comme légitime propriétaire, a-t-il déclaré, bien que j'eusse pu croire que son intention avait été de m'en faire don, car en me les remettant entre les mains il m'avait dit au milieu de son trouble, de les prendre, de les garder, n'ayant pas de poche dans l'uniforme qu'il venait de revêtir pour les serrer, et craignant que leur possession le compromît et le fit reconnaître s'il rencontrait quelque obstacle dans sa fuite. »

Le jeune ouvrier horloger, qui a été laissé libre, et dont on s'est contenté de recevoir les déclarations en plaçant sous scellés les objets qu'il s'empressait de représenter, a ajouté que dès le 25 février il avait raconté à son patron les faits tels qu'il venait de les dire, et qu'ayant eu l'intention d'écrire à la reine Marie-Amélie il avait préparé un brouillon de lettre qu'il n'avait pas recopiée, ne sachant où et comment la faire parvenir, mais dans laquelle il la priait qu'il tenait à la disposition du duc de Nemours les objets que le prince lui avait remis dans sa fuite, sauf les quelques louis trouvés dans la bourse, dont le manque d'ouvrage l'avait obligé de disposer, mais qu'il lui restituerait dès que les travaux reprendraient. Procès-verbal a été dressé et transmis au parquet.

— On lit dans la *Gazette des Tribunaux* :

L'instruction relative aux soustractions de livres et de manuscrits des bibliothèques de l'État, imputées à M. Libri, s'est poursuivie aujourd'hui; de nouvelles perquisitions ont eu lieu et de nombreuses saisies ont été opérées. Un des commissaires spéciaux du bureau des délégations de la préfecture de police, M. Foucault, s'étant présenté, porteurs de mandats de M. le juge d'instruction Hatton, au domicile du sieur C..., rue de l'Est, y a trouvé trente volumes paraissant avoir été soustraits dans les bibliothèques publiques, lesquels ont été placés sous scellés. Le même commissaire de police a saisi, dans le domicile abandonné par M. Libri, rue d'Enfer, 45, dix mille volumes, et vingt mille autres dans un second appartement qu'il avait loué quelques maisons plus bas, rue d'Enfer, 78. Chez un sieur V..., relieur, on a également saisi trente volumes précieux que M. Libri lui avait confiés pour en faire, suivant la prévention, dénaturer la reliure, et enfin, chez un autre relieur, deux caisses de livres qui lui avaient été remises dans le même but ont été mises sous le scellé, après le procès-verbal dressé de leur contenu.

Bulletin de la Bourse de Paris du 24 Mars.

FONDS FRANÇAIS.	4 ^e C.	Pl. h.	Pl. b.	Dernier.
Trois 0/0 comptant.	49 50	» »	» »	48 »
— fin courant.	» »	» »	» »	» »
Trois 0/0 1844, comptant.	» »	» »	» »	» »
— fin courant.	» »	» »	» »	» »
Trois 0/0 (nouvel emprunt).	» »	» »	» »	» »
— fin courant.	» »	» »	» »	» »
Quatre 0/0 comptant.	» »	» »	» »	» »
Quatre 1/2 comptant.	» »	» »	» »	» »
Cinq 0/0 comptant.	» »	» »	» »	» »
— fin courant.	68 »	» »	» »	72 75

CHEMINS DE FER.

Saint-Germain, act. 500 f.	350 »	Orléans à Bordeaux, act. 500f.	» »
— Oblig., 4840, j. juillet.	» »	Nord, act. 500 f.	340 »
— — 4840, —	» »	Montereau à Troyes, act. 500	» »
Versailles, rive dr., act. 500 f.	445 »	Paris à Lyon, act. 500 f.	304 25
— Oblig., 4000 f., j. juillet.	» »	Paris à Strasbourg, act. 500 f.	345 »
— — 4050 f.	» »	Tours à Nantes, act. 500 f.	335 »
Versailles, rive g., act. 500 f.	407 50	Dieppe et Fécamp, act. 500 f.	» »
Paris à Orléans, act. 500 f.	680 »	Bordeaux à La Teste, act.	» »
— Oblig., 4 0/0, j. juillet.	» »	Paris à Sceaux, act. 500 f.	» »
Paris à Rouen, act. 500 f.	430 »	Montpellier à Cette, act. 500f.	» »
— Oblig., 4 0/0 j. juillet.	» »	Grand Combe	» »
Rouen au Havre, act. 500 f.	222 50	Andrézieux à Roanne.	» »
— Oblig., 4050 f., j. sept.	» »	Charleroy à la front. de France	» »
Marseille à Avignon, act. 500	275 »	Anvers à Gand.	» »
Strasbourg à Bâle, act. 500 f.	87 50	Malhouse à Thann.	» »
Orléans à Vierzon, act. 500 f.	» »	St-Etienne à Lyon, act. 5000	» »
Boulogne à Amiens, act. 500f.	» »	Lyon à Avignon.	» »

BANQUES, CAISSES, CANAUX.

Banque de France.	4600 »	Comptoir H. Ganneron.	» »
Bons du Trésor.	32 %	Caisse Baudouin.	» »
Ville de Paris, rente 5 0/0.	» »	Caisse hypothécaire.	» »
— Obligations de 4000 f.	4000 »	— Obligat. de 500 f. à 4 0/0.	» »
Banque de Belgique, 1835.	» »	Quatre Canaux.	» »
— — 1844.	» »	Trois Canaux.	» »
Banque d'Alger.	» »	Canal de Bourgogne.	» »
Caisse Gouin, act. 4000 f.	» »	Canal de Sambre à l'Oise.	» »

SIRRASSE, gérant.

EAU BROCCHERI

Guérison subite, sans aucune opération chirurgicale, des brûlures, coupures, contusions et blessures.

Un dépôt se trouve dans chaque abattoir de la ville de Paris, et chez M. BROCCHERI, rue Louis-le-Grand, 23.

Imprimerie de GUSTAVE GRATIOT, 41, rue de la Monnaie.